



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.



The United Nations
University

WIDER

World Institute for Development Economics Research

Research for Action 24

Développement, aide, et conflit

Réflexions à partir du cas du Rwanda

Peter Uvin

Research for Action

UNU World Institute for
Development Economics Research
(UNU/WIDER)

Research for Action 24

Développement, aide, et conflit

Réflexions à partir du cas du Rwanda

Peter Uvin

Cette étude a été préparée dans le cadre d'un projet mené par UNU/WIDER sur La Vague de Situations d'Urgence dans la Dernière Décade: Causes, Ampleur, Prévisibilité, et Réponse, co-dirigée par le Professeur E. Wayne Nafziger, Chercheur Senior, et le Professeur Raimo Väyrynen, Université de Notre Dame, Indiana, USA.

UNU/WIDER exprime sa reconnaissance au Ministère des Affaires Etrangères de Finlande ainsi qu'au Gouvernement Suédois (Agence Suédoise pour la Coopération Internationale pour le Développement – Sida) pour leur contribution financière au projet.

UNU World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER)

A research and training centre of the United Nations University

The Board of UNU/WIDER

Harris Mutio Mule

Sylvia Ostry

Jukka Pekkarinen

Maria de Lourdes Pintasilgo, Chairperson

George Vassiliou, Vice Chairperson

Ruben Yevstigneyev

Masaru Yoshitomi

Ex Officio

Heitor Gurgulino de Souza, Rector of UNU

Giovanni Andrea Cornia, Director of UNU/WIDER

UNU World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER) was established by the United Nations University as its first research and training centre and started work in Helsinki, Finland in 1985. The purpose of the Institute is to undertake applied research and policy analysis on structural changes affecting the developing and transitional economies, to provide a forum for the advocacy of policies leading to robust, equitable and environmentally sustainable growth, and to promote capacity strengthening and training in the field of economic and social policy making. Its work is carried out by staff researchers and visiting scholars in Helsinki and through networks of collaborating scholars and institutions around the world.

UNU World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER)

Katajanokanlaituri 6 B

00160 Helsinki, Finland

Copyright © UNU/WIDER 1997

Camera-ready typescript prepared by Janis Vehmaan-Kreula at UNU/WIDER

Printed at Hakapaino Oy, Helsinki

The views expressed in this publication are those of the author(s). Publication does not imply endorsement by the Institute or the United Nations University of any of the views expressed.

ISSN 1239-6761

ISBN 952-9520-66-2

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLES	iv
AVANT PROPOS	v
REMERCIEMENTS	vi
ABSTRAIT	vii
INTRODUCTION	1
I PUISSANCE, PRÉJUDICE ET DÉVELOPPEMENT	4
1.1 Le Rwanda avant l'indépendance: une histoire à controverse	4
1.2 La construction de l'Etat, la légitimité et le développement	7
1.3 L'institutionnalisation du préjudice	10
1.4 La nature sociale du préjudice	11
II LA NATURE DU DÉVELOPPEMENT AU RWANDA	13
2.1 Image: développement contre toute probabilité	13
2.2 La place au Rwanda de l'aide au développement	15
2.3 Vers une définition holistique du développement	15
2.4 Le développement en tant que progrès économique pour les pauvres	17
2.5 Développement en tant qu'équité: Qui en retire les bénéfices?	19
2.6 Le développement en tant que contrôle des individus sur leur destinée	27
2.7 Le développement en tant qu'(auto)-respect: le second préjudice	28
2.8 Conclusion	29
III LA RADICALISATION DU PRÉJUDICE: LA POUSSÉE VERS LE GÉNOCIDE	31
3.1 La crise économique	31
3.2 Les défis politiques aux élites	32
3.3 De la peur des élites à l'incitation au génocide	33
IV CONCLUSION: LA VIOLENCE STRUCTURELLE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	35
BIBLIOGRAPHIE	38

LISTE DES TABLES

Table 2.1	Indices du développement au Rwanda	13
Table 2.2	Indices du développement de l'infrastructure au Rwanda	14
Table 2.3	Quelques indices sociaux du développement	18
Table 2.4	Proportion d'enfants d'âge pré-scolaire à croissance retardée	20

AVANT PROPOS

Cet essai cherche à comprendre la relation entre les processus qui ont conduit au génocide dans le Rwanda et 'l'entreprise de développement.' La tragédie qui prit place au Rwanda, et qui s'y déroule encore, est d'une nature si destructrice et diabolique, qu'elle ne peut que nous secouer de notre passivité. Comme avec l'Holocauste, il sera nécessaire, pendant les décennies à venir, d'analyser le cas du Rwanda afin de le comprendre et d'en tirer les leçons.

L'analyse puise dans le domaine de plusieurs disciplines telles que l'économie, la science politique, l'histoire, l'anthropologie et la psychologie. Le concept de développement humain, voire même son absence, permettent à Uvin de relier ces différentes disciplines d'une manière plus ou moins cohérente.

On croit souvent que le cas rwandais est unique, *sui generis*, sans rapport à d'autres cas de conflit en Afrique. En effet la nature pathologique du génocide, son énormité absolue, et la profondeur des sentiments de haine, tendent à soutenir la validité d'une telle perspective. Cette position a été renforcée par le fait que les experts de la région des Grands Lacs sont peu nombreux et très spécialisés, et par conséquent traitent ce qui se passe dans ces pays comme largement *sui generis*, avec peu de référence à d'autres cas. L'essai provocateur d'Uvin cherche à aller à l'encontre de ces tendances. Il puise dans une littérature étendue, commençant d'abord avec l'Holocauste il y a un demi-siècle, mais incluant aussi la littérature sur les conflits dans d'autres pays africains. Il cherche à tirer des conclusions qui sont également valides dans d'autres pays que le Rwanda et le Burundi. En effet, l'un de ses arguments clef est le suivant: bien que ces mécanismes puissent mener à des fins différentes, ceux documentés dans le cas rwandais sont aussi en oeuvre dans d'autres pays, produisant des résultats similaires. Ainsi, Uvin cherche à développer la base d'une théorie générale de conflit et de mal-développement. Cette théorie mérite d'être vérifiée ailleurs: les cas du Kenya, de l'Algérie et du Sri Lanka, tous considérés jusqu'à présent comme pays à développement couronné de succès, viennent à l'esprit.

Cette étude fait partie du projet de recherche UNU/WIDER sur l'économie politique des urgences humanitaires complexes, co-dirigé par E. Wayne Nafziger et Raimo Väyrynen. Le projet de recherche essaie d'utiliser une analyse économique aussi bien que politique pour expliquer les causes de l'état d'urgence humanitaire. L'analyse pénétrante d'Uvin quant aux origines du génocide rwandais est l'un des premiers efforts par des chercheurs associés au projet UNU/WIDER pour analyser les désastres humanitaires. Cet essai servira aussi de véhicule pour les experts et ceux qui s'intéressent à l'Afrique de l'est et centrale pour traiter la question de ce génocide et pour fournir du feedback à l'auteur, à d'autres chercheurs et, surtout, aux décideurs faisant face à des désastres humains de cette grandeur.

Giovanni Andrea Cornia
Directeur, UNU/WIDER
Septembre 1996

REMERCIEMENTS

Ce texte constitue la première étape d'un processus de réflexion qui cherche à promouvoir une discussion parmi les Rwandais et les personnes ayant travaillé dans ce pays et en Afrique, et qui veulent réfléchir de façon critique à la fois sur les causes de la tragédie qui a frappé le Rwanda (et continue de le frapper enore) et sur le rôle de l'aide au développement dans les processus de violence en Afrique.

J'ai une dette de gratitude envers des personnes qui m'ont aidé dans ce processus de réflexion. Toutefois, aucune d'entre eux n'est responsable du contenu de ce texte; il est même fort probable qu'ils sont en désaccord avec certaines des ses conclusions. Le soutien moral et pratique de Antonio Donini and Norah Niland du Département des Affaires Humanitaires (DAH) était crucial. Lindiro Kabirigi, Secrétaire-Général de PREFED (Programme Régional de Formation et d'Echanges pour le Développement, à Bujumbura, Kigali, and Kinshasa), a été un autre partenaire: à travers ses écritures et son soutien, il m'a beaucoup influencé. Mon ami et maitre à penser Daniel Fino, de l'IUED (Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Geneve, Suisse) m'a de nouveau montré que je peux toujours compter sur lui. Je remercie aussi l'agence danoise de coopération au développement (DANIDA), qui m'a soutenu financièrement, permettant entr'autres la traduction de ce texte en français.

Peter Uvin
Providence, 15 mai 1997

ABSTRAIT

Le génocide rwandais est le résultat final d'une combinaison de mécanismes dont aucun ne peut revendiquer être prioritaire ou indépendant des autres. Parmi ces mécanismes figurent une extrême pauvreté et la réduction des perspectives d'avenir pour la majorité de la population, tout particulièrement depuis 1985; l'invasion du Front Patriotique Rwandais (FPR) et la guerre civile qui l'a suivie; une masse paysanne non-éduquée, traitée d'une manière autoritaire et condescendante, maintenue dans l'ignorance; une histoire d'impunité, de violation des droits de l'homme, de corruption et d'abus de pouvoir; une frustration profondément ressentie et un cynisme de la part de la majorité des pauvres; une inégalité sociale, régionale et ethnique qui s'est accrue rapidement; des stratégies politiques utilisées par de petits groupes d'élites afin de se protéger face aux pressions de mécontentement et de démocratisation; l'existence d'actes de violence présents et passés; et une histoire de racisme encouragé par l'Etat et ses institutions.

Une assertion clef de cet essai est que la façon dont 'le développement' a été défini, dirigé et mis en oeuvre par le gouvernement et par la communauté d'aide internationale est d'une importance primordiale pour comprendre la création et l'évolution des mécanismes mentionnés ci-dessus.

Le Rwanda, comme beaucoup d'autres pays soi-disant en voie de développement, est par structure une société violente, non seulement lorsqu'elle subit un énorme dommage physique par conflit armé de la part d'un groupe contre l'autre, comme depuis 1990. La violence structurelle se manifeste par une profonde et toujours croissante inégalité de perspectives d'avenir; par la corruption, l'arbitraire, l'impunité; par le manque d'accès à l'information, à l'éducation, et aux besoins élémentaires; et par un Etat et un système d'aide omniprésents, autoritaires, et condescendants qui limitent au lieu d'enrichir les perspectives d'avenir de la plupart des gens.

La violence aiguë est alors utilisée pour différents objectifs: c'est un outil à employer en vue de gain personnel temporaire -- pratique aussi courante que largement acceptée; c'est une soupe de sureté (favorisant le relâchement de la pression due à la frustration et au manque d'auto-respect) qui est acceptée voire encouragée par les responsables politiques; et c'est aussi une possibilité d'emploi pour ceux qui rejoignent milices et bandes, leur gain potentiel largement supérieur à toute opportunité légale disponible. La violence structurelle engendre la violence aiguë et vice versa. Les tentatives pour financer un développement induit défini en tant que croissance économique (tout en négligeant les questions sociales, politiques et ethniques) ne limiteront que très peu la violence si toutefois elles n'y contribuent pas.

La violence au Rwanda a eu pour l'origine une idéologie raciste et génocide qui par suite s'alimentait de deux mécanismes structurels fondamentaux: l'un ayant son origine au sommet, l'autre à la base. Depuis des décennies, le racisme anti-Tutsi avait servi de

stratégie délibérée en vue de légitimer le pouvoir en place. Ce racisme a été maintenu actif grâce à une structure discriminatoire, publique et systématique dans laquelle il n'a jamais été autorisé d'oublier le 'problème tutsi.' Sous la menace provoquée par des changements économiques et politiques, une partie de l'élite a eu recours à un usage accéléré de l'ancienne stratégie et a réussi de façon efficace à la répandre à travers la société. En même temps, le préjudice raciste était le moyen pour les gens du peuple, soumis à la violence structurelle et à l'humiliation, de donner du sens à leur malheur par voie de projection et en rejetant la responsabilité de leur misère sans cesse croissante sur des boucs-émissaires. Le racisme soutenu par l'Etat a donné un sens de valeur aux Hutus laissés-pour-compte aussi bien qu'une 'explication' pour le mal-développement auquel ils étaient soumis dans la vie quotidienne.

Le génocide rwandais était le résultat extrême de l'échec d'un modèle de développement basé sur l'exclusion ethnique, régionale et sociale; qui augmentait la privation, l'humiliation et la vulnérabilité des masses; qui a permis au racisme et à la discrimination, supportés par l'Etat, de continuer sans répit; qui était trop hiérarchique et autoritaire; et qui a laissé les masses mal informés, non-éduqués et incapables de résister aux ordres et aux slogans. C'était aussi l'échec d'une pratique de coopération de développement basée sur une amnésie ethnique, la technocratie, et une politique aveugle.

INTRODUCTION

Le 7 avril 1994, un génocide bien préparé et exécuté à grande échelle se déclencha au Rwanda, menant en moins de trois mois au massacre de jusqu'à un million d'enfants, femmes et hommes tutsi, ainsi que des milliers de Hutu opposés au gouvernement. Ce génocide fut l'aboutissement d'une période de trois ans et demi durant laquelle la guerre civile démarrée par le Front Patriotique Rwandais (FPR), et la violence des milices soutenues par le gouvernement, avaient déjà coûté la vie à des milliers de Hutus et Tutsis. Ces deux mécanismes ont eu lieu dans un environnement de fond raciste insidieux et organisé ainsi qu'au milieu de situations de violence antérieures non-résolues, et d'un problème lancinant de réfugiés. Suite au génocide, jusqu'à trois millions de Rwandais ont fui le pays, dont la majorité restait encore dans des camps plus de deux ans après. Ces même camps hébergent les leaders du régime génocidaire ainsi qu'une grande majorité de ses exécuteurs. Pratiquement aucun signe de regrets ni de compromis n'a émergé de ces quartiers. Le gouvernement rwandais actuel, pratiquement une émanation du FPR, manque sérieusement de légitimité; est attaqué par certains de ces réfugiés; et a de plus en plus recours à la terreur et à des assassinats extra-juridiques pour affirmer son autorité. Les probabilités d'un développement continué au Rwanda sont minimes: davantage de violence et de destruction paraissent être les seules certitudes.

Malgré tout, durant la majeure partie de son histoire en tant que pays indépendant, le Rwanda était considéré par la plupart des gens dans la communauté de développement comme pays progressant de façon excellente. En conséquence, jusqu'au dernier moment, des milliers d'assistants techniques et d'experts étrangers construisaient des routes, offraient des crédits, conseillaient l'administration, formaient des paysans, protégeaient les ressources de l'environnement, réorganisaient les ministères -- le tout à un coût de quelques centaines de millions de dollars d'aide au développement, à savoir la part du lion de toutes les dépenses gouvernementales d'investissement. Pour la majorité de ces gens, et pour leurs patrons à Washington, Berne ou Amsterdam, le Rwanda était un modèle de développement en Afrique, avec de bonnes performances quant à la plupart des indicateurs de développement -- les indicateurs du développement soit 'traditionnel' (le PNB ou le taux de croissance des services), soit 'sociale' (le taux d'éducation primaire ou les taux de vaccination), soit encore 'ascendant' (le nombre d'organisations non-gouvernementales et de coopératives dans le pays). En fait, pendant les années 90, une période durant laquelle la violence, la corruption, la polémique raciste, et les préparations génocides devenaient la politique officielle, et durant laquelle la guerre civile sévissait, l'aide internationale au régime rwandais a plus que doublée.

Cette contradiction m'a conduit à un processus de réflexion, dont cet essai préliminaire et incomplet est le premier résultat. Les questions de base de ce processus sont les suivantes: Que signifie 'développement' si un pays généralement considéré comme

modèle de pays en voie de développement peut s'auto-détruire en quelques mois?¹ Y a-t-il quelque chose dans la définition du développement, et dans les indicateurs le mesurant, qui rend la communauté de développement aveugle aux forces sociales, politiques et ethniques qui existent dans la société? Que faisait un onéreux bataillon de personnel de coopération technique et d'experts au Rwanda alors qu'ils prétenaient tous ignorer ce qui s'y déroulait? Quel est le rôle du développement comme conçu et mis en oeuvre au Rwanda pour expliquer ces horribles événements?

Une position clef de cet essai est que la façon dont le 'développement' est défini, géré, mis en oeuvre par le gouvernement et soutenu par la communauté d'aide internationale est d'une importance primordiale pour comprendre les origines et l'évolution de la violence au Rwanda. Cette position est sujette à controverse. Actuellement la position la plus commune, supportée par la plupart des praticiens dans la communauté de développement international aussi bien que par de nombreux Rwandais, est que le Rwanda se développait en effet fort respectablement sur tous les plans (quoique la situation démographique et agricole causait des soucis) et qu'une *cause externe* fut la raison de son effondrement. Cette cause externe est d'habitude considérée être l'invasion FPR, mais pour certains pourrait aussi être l'effondrement des prix du café et l'imposition d'ajustement structurel, l'influence de la communauté internationale (pressions prématurées pour la démocratisation et/ou interventions militaires française, zaïroise et ougandaise), ou la méchanceté de l'*akazu*, la petite clique entourant la famille Habyarimana qui orchestra le génocide. Quelle que soit la raison spécifique préférée, toutes ces explications sont semblables, en ce sens qu'elles ne voient aucun rapport entre les mécanismes de développement du Rwanda et le génocide de 1994; ce dernier est provoqué par quelque malencontreux *deus ex machina* qui a perturbé un mécanisme autrement plus ou moins excellent. Il doit être bien clair que je n'affirme pas que tous les facteurs précédents ne jouent aucun rôle dans les événements qui ont conduit au génocide de 1994. Tout au contraire, aucune explication ne serait complète sans analyser l'invasion FPR de 1990 ou les caractéristiques et objectifs de l'*akazu*. Toutefois, le fait de traiter ces événements comme s'ils n'avaient aucun rapport à l'entreprise du développement qui a tant caractérisée la société rwandaise à tous les niveaux est ce à quoi nous nous opposons et cherchons ici à y remédier.

A mon avis, une analyse complète des causes du génocide rwandais comprend une combinaison d'extrême pauvreté et la réduction des perspectives d'avenir pour la majorité des pauvres, tout particulièrement depuis 1985; l'invasion du Front Patriotique Rwandais (FPR) et la guerre civile qui l'a suivie; une masse paysanne non-éduquée, traitée d'une manière oppressive, autoritaire et condescendante, et maintenue dans l'ignorance; une histoire d'impunité, de violation des droits de l'homme, de corruption, et d'abus de pouvoir; une frustration profondément ressentie et un cynisme de la part de la majorité des pauvres; une inégalité sociale, régionale et ethnique qui s'est accrue rapidement; des stratégies politiques utilisées par de petits groupes d'élites afin de se protéger face aux pressions de mécontentement et de démocratisation; l'existence d'actes de violence présents et passés; et une histoire de racisme et de discrimination

¹ Au maximum 42 mois, depuis le début de la guerre civile d'octobre 1990, qui est de façon générale considérée comme ayant déclenché des mécanismes qui ont conduit au génocide.

encouragés par l'Etat et ses institutions. Toute compréhension de la crise rwandaise devrait analyser les origines et la construction de ces facteurs et comment le soi-disant processus de développement y était associé, sinon responsable.²

Je pense que le Rwanda constitue un cas extrême d'effets pervers du modèle dominant de développement ainsi que de coopération de développement en Afrique. Cela ne veut pas dire que le mécanisme de développement, et encore moins l'aide étrangère apportée pour promouvoir ce développement, soient les seuls à blâmer pour le génocide; il ne faut pas dégager la responsabilité de ceux qui l'ont organisé. Toutefois, une hypothèse de base de cet essai est que l'on ne peut pas ignorer la présence massive d'aide au développement, son financement, ses idées, ses procédures, ses organisations, et ses participants si l'on veut comprendre la production de violence extrême et la destruction sociale du Rwanda.

Je crois donc que les forces de base qui seront identifiées ici sont présentes ailleurs en Afrique où, adaptées aux conditions locales spécifiques, elles produisent des résultats similaires. Du Kenya au Liberia, du Togo au Burundi, de la Somalie au Zaïre, les gens s'engagent dans la violence communautaire. Presque toujours ces actes d'extrême violence semblent suivre des motifs ethniques même quand, historiquement, il n'y avait pas eu d'animosité entre les groupes concernés. Tous ces pays recevaient une grande aide étrangère, et au moins l'un d'entre eux, le Kenya, était jusqu'à présent également considéré comme un pays modèle de développement. Encore, je ne suggère pas que ces pays soient destinés à un sort identique à celui du Rwanda, ou bien que l'aide étrangère soit le seul facteur expliquant ce qui s'y déroule. Néanmoins, il y a peut-être raison à supposer que la façon dont le développement est défini et mis en oeuvre (entre autre par le système d'aide au développement) et que la façon dont il réagit avec les autres mécanismes de la création d'une nation, de structuration sociale, de politique d'exclusion, et de changement culturel, est aussi relié aux situations violentes dans tous ces pays.

² Quelques analyses qui ont étudié des facteurs similaires comprennent Kabirigi (1994); Willame (1995); and OXFAM (1996).

I PUISSANCE, PRÉJUDICE ET DÉVELOPPEMENT

1.1 Le Rwanda avant l'indépendance: une histoire à controverse

La majorité des experts sur le Rwanda est d'avis qu'avant la colonisation, la plus grande partie du Rwanda actuel était une monarchie dominée par un roi tutsi. Les Tutsis, éleveurs de bétail, étaient arrivés en vagues successives durant le XVe et XVIe siècles, après avoir fui la famine au nord. Les Hutus agriculteurs, qu'ils rencontrèrent au Rwanda, avaient immigré d'Afrique centrale vers cette région fertile quelques siècles auparavant. Les plus anciens habitants de la région sont les Twa, un petit groupe marginal (1% seulement de la population), ayant comme activité principale la poterie et la chasse. Ceux-ci furent pendant une longue période les trois groupes principaux au Rwanda. Leur intégration avait fortement progressée: ils parlent la même langue, croient en un même Dieu, partagent la même culture, et vivent côte-à-côte dans tout le pays. Il y a peu de cas connus dans le monde où des différents groupes ethniques ont en commun autant de caractéristiques similaires. Ceci a conduit un grand nombre à refuser la notion d'existence de groupes ethniques au Rwanda.

En effet, il y a peu d'accord parmi les spécialistes de la période précoloniale. Le désaccord existe quant à la nature de la distinction entre Hutu, Tutsi et Twa. Sont-ils des groupes ethniques distincts? Ou plutôt correspondent-ils à des divisions socio-économiques au cœur de la société des Banyarwanda (le terme local pour les Rwandais), similaires peut-être à des castes, ou même à des classes sociales? Certains auteurs suggèrent qu'à partir du XIXe siècle des centaines d'années de cohabitation, et des mariages endogamiques, ont produit un système social 'intégré' dans lequel les catégories hutu et tutsi étaient largement définies en fonction de leur activité: celui qui avait acquis un troupeau assez important était appelé Tutsi, et était très bien considéré. Dans le même ordre d'idée les émigrés rwandais dans le Zaïre avoisinant étaient jusqu'à présent considérés comme originaires du groupe ethnique banyarwandais: beaucoup d'entre eux en grandissant se sont toujours sentis comme tels.

Une autre question importante qui divise les spécialistes est la nature du système politique précolonial. Il semble indéniable qu'au début de la colonisation, à la fin du XIXe siècle, le Rwanda était un royaume avec un roi tutsi et une cour à prédominance tutsi. Toutefois, une polémique violente rage quant à la nature exacte de ce système. Le royaume était-il fortement centralisé et non-égalitaire, ou alors la puissance du roi et de son entourage tutsi était-elle plus théorique que réelle en dehors de la région centrale? Quels étaient les degrés de contrôle, d'échange et d'obligation mutuels entre Tutsis et Hutus? Quel était le rôle des lignages (qui englobaient Tutsis et Hutus) dans le système politique et social? Quand l'échange du bétail, pièce de résistance du soi-disant système féodal tutsi, a-t-il débuté, et quelle était sa nature exacte? Quelles possibilités d'ascension sociale, si toutefois elles existaient, s'ouvraient aux Hutus? (de Heusch 1994; Franche 1995; Willame 1995).

Il n'y a pas de consensus scientifique pour répondre à ces questions. Ceci est du en partie aux difficultés inhérentes à récréer l'histoire d'une société à tradition orale, aussi bien qu'aux distortions introduites par les versions eurocentristes et souvent même franchement racistes de la part des premiers colonisateurs, missionnaires, et ethnographes. Toutefois, la cause primordiale de la difficulté à obtenir un consensus quant à l'interprétation de ces questions réside dans le fait que ces questions ont évoluées en enjeu politique important, à la fois au Rwanda et parmi les experts. La position 'officielle hutu' soutenue par le gouvernement précédent et basée sur une certaine évidence scientifique est que le Rwanda a été envahi par des éleveurs de bétail 'étrangers' tutsi qui, grâce à leur organisation sophistiquée, ont au fur et à mesure réussi à instaurer un système centenaire d'oppression et d'exploitation. La position opposée, soutenue, elle aussi, par un bon nombre d'experts, affirme que, bien que la population banyarwanda soit composée de groupes qui, il y a des siècles, étaient d'origines différentes, les Rwandais forment maintenant un groupe ethnique unique; les différences entre Hutus et Tutsis ne font que ressortir les divisions socio-économiques. Ces mêmes personnes présentent des réfutations détaillées, attestant que la majorité des prétendus mécanismes d'exploitation et d'oppression ne sont que des interprétations erronées sinon de la propagande pûre et simple. Elles soulignent aussi que le Rwanda n'a jamais connu de conflit ou de guerre entre Hutus et Tutsis avant la fin de la colonisation. Tout bien considéré, il est possible d'argumenter presque n'importe quelle position à ce propos et d'invoquer comme 'preuve' toute une série d'experts sociaux soit éminants soit de plus ou moins bonne réputation.

Je ne prends pas parti dans ces débats. Pour expliquer le génocide de 1994, il importe peu de savoir quelle était l'exacte situation politique précoloniale entre Hutus et Tutsis -- était-ce une harmonie ethnique légitime, quoique inégalitaire, ou alors un système de clientélisme et d'inégalité profonde. L'histoire précoloniale n'explique pas en elle-même et, encore moins, ne justifie pas le génocide, la violence et le racisme. Même s'il était possible de 'prouver' que le Rwanda ne présente pas une histoire antagoniste mais plutôt harmonieuse entre groupes ethniques, cela n'aurait rien à voir avec la situation actuelle. La notion de caractère ethnique est un phénomène produit par la société, une 'communauté imaginée,' qui ne découle pas objectivement de faits historiques précis mais se construit (Anderson 1991; voir aussi Gurr 1993). En 1994 comme en 1959, la différence ethnique était, sans aucun doute, considérée au Rwanda comme un fait acquis aussi bien au niveau de la politique officielle et des sentiments personnels. La violence ethnique au Rwanda a été une cause de mort et de souffrance incalculables; on ne peut espérer ni la faire disparaître en soulignant un passé harmonieux, ni la justifier en invocalant l'oppression antérieure.

Une autre importante division socio-géographique existait dans le Rwanda précolonial. Jusqu'à la fin du XIXe siècle il existait au nord-ouest (actuellement les provinces de Ruhengeri et Gisenyi) un ensemble de petits royaumes hutu où des Tutsis vivaient aussi, bien qu'en petit nombre et sans pouvoir politique. Ces royaumes combattaient l'agression du royaume tutsi au centre du Rwanda. Seulement au début de la colonisation, et grâce à l'aide militaire allemande, furent-ils inclus dans ce qui est à l'heure actuelle le Rwanda. C'est un fait bien établi que la violence entre 1959 et 1963 contre les Tutsis fut principalement répandue au nord (Lemarchand 1970; Prunier 1995).

L'ancien président Habyarimana est également originaire de cette région ainsi que le groupe dirigeant responsable du génocide de 1994 (la femme d'Habyarimana et sa propre famille, les principaux conspirateurs de ce génocide, étaient de souche du nord à lignage important). C'est aussi dans cette région que des massacres à grande échelle ont eu lieu entre 1990-1993 contre les Tutsis. Dès la fin des années 80 jusqu'à présent, une opposition politique interne a été menée au Rwanda surtout par les Hutus du sud, exclus des avantages du pouvoir depuis deux décennies; simultanément, des cas d'agitation populaire ont érupté également au sud. De nombreux leaders hutu du sud, chefs de l'opposition, ont été tués durant le génocide de 1994. Par suite, cette division nord-sud est manifestement importante pour comprendre le Rwanda contemporain, bien qu'elle soit en elle-même insuffisante pour expliquer le génocide.

Il y a environ cent ans, un quatrième groupe ethnique originaire d'Europe centrale s'implanta au Rwanda. Ce groupe est couramment appelé les *Bazungu*, terme utilisé pour les blancs, mais en réalité ayant davantage rapport à un train de vie élevé qu'à la couleur de la peau. Ce groupe n'a jamais dépassé un pour cent de la population, mais est parvenu à acquérir la plus grande part du pouvoir d'achat, les moyens de transports, et le pouvoir politique. Les nouveaux venus bazungu ont conquis le Rwanda par force et par voie de diplomatie en déléguant au roi, ainsi qu'aux dirigeants tutsi de son entourage, un rôle politique important (quoique servile) afin d'obtenir leur coopération -- le fameux système d'administration indirecte ('indirect rule') Au même moment, avec l'aide bazungu (allemande), l'aristocratie tutsi centrale a fortement affirmé son contrôle sur le territoire rwandais. Quelques petits royaumes hutu du nord ont été annexés et les autres régions périphériques ont été contraintes de façon plus brusque à une commande centralisée (Newbury 1988; de la Masselière 1992).

En même temps, la nature de l'Etat a changé; il est devenu une conduite pour la domination des colonisateurs qui imposaient des règlements onéreux, des impôts, et des cultures de rapport obligatoires, afin de s'enrichir. 'Pour le bien du peuple,' des programmes de travail obligatoire ont été mis en route, obligeant les fermiers à mettre un certain nombre d'acres en culture de manioc et de café, de creuser des fossés, etc. Ces travaux forcés infâmes et souvent brutaux ont été haïs (Prunier 1995:35; Willame 1995:113; Schoepf 1995; Franche 1995). En même temps, de nouvelles sources de puissance et de privilège, associées à la nouvelle administration, se sont développées: la maîtrise du langage des bazungu (français), l'appartenance à sa religion (catholicisme), et l'introduction dans l'économie de marché.

Sous contrôle bazungu, ces nouvelles sources de pouvoir revenaient exclusivement aux Tutsis. Durant la plupart de la période coloniale, les Bazungu étaient persuadés que les Tutsis étaient plus intelligents, consciencieux, travailleurs -- bref, plus proches d'eux-mêmes -- que les Hutus, qu'ils estimaient paresseux et peu sérieux. Les Bazungu instituaient un système de classification ethnique rigide, comprenant des méthodes 'modernes scientifiques' telles que la mesure du nez et du crâne, et l'attribution des cartes d'identité obligatoires spécifiant l'ethnicité. Ils reservaient l'éducation, ainsi que les emplois administratifs et militaires, presque exclusivement aux Tutsis. C'est ces pratiques qui ont amené de nombreux scientifiques ainsi que de Rwandais à croire que

les origines du conflit ethnique rwandais proviennent des colonisateurs belges. (nous y reviendrons)

Désormais, sous la système d'administration indirecte, les rapports sociaux rwandais changèrent beaucoup. Officiellement l'ancienne structure monarchiste/politique du Rwanda restait toujours intacte, quoique sa nature ait profondément changé (Lemarchand 1970; Newbury 1988). Les relations sociales sont devenues plus uniformes, rigides, inégales et exploitatrices que jamais, avec une hiérarchie définie de Bazungu à Tutsi à Hutu à Twa, chaque échelon successif jouissant de privilèges refusés à ceux du niveau inférieur.³ Durant cette période, une idéologie basée sur la dissimilitude et la supériorité tutsi avait été renforcée et mise en oeuvre via des décennies de politique officielle.

A la fin des années 50 et au début des années 60, deux changements importants se sont subitement produits: l'abandon du pouvoir politique officiel par les Bazungu (la décolonisation), et le renversement de la monarchie tutsi par quelques Hutus éduqués dans des écoles catholiques (la soi-disant révolution sociale). Ces deux mécanismes initièrent un changement radical de la société rwandaise, et ont déclenché le cycle de violence qui sécoue toujours le pays.

La révolution sociale comprenait le renversement de la monarchie et l'installation d'une république présidentielle à sa place. Cela eut lieu avec l'approbation, sinon la collaboration, des Bazungu sortants. En effet, pendant les dernières années avant l'indépendance, les responsables administratifs et religieux ont transféré leurs faveurs envers les Hutus, sous couvert d'une part d'une affection toute récente envers la démocratie et l'égalité, et d'autre part de peur d'une élite Tutsi devenue beaucoup trop radicale, à savoir, de tendance gauchiste et anticolonialiste (Prunier 1995:49)

Le processus s'est déroulé en trois étapes. En 1958-59, des pogroms se sont produits dans quelques provinces: des centaines de Tutsis ont été tués, beaucoup plus ont perdu leurs habitations et ont quitté le pays. En 1960-61, les élections législatives ont conduit à une victoire écrasante du PARMEHUTU, un parti violemment anti-Tutsi, suivie du remplacement de la monarchie par un régime présidentiel. En 1961-63, les réfugiés tutsi ont cherché à revenir *manu militari*, en lançant de petits assauts de guérilla à partir du Burundi et de l'Ouganda. Ces assauts ont été facilement repoussés, mais ils ont mené à un massacre massif d'innocents civils tutsi. Au total, jusqu'à 30.000 Tutsis ont été massacrés, et plus de 100.000 ont quitté le pays (Lemarchand 1970; Kuper 1977).

1.2 La construction de l'Etat, la légitimité et le développement

L'indépendance a créé une situation tout à fait nouvelle et ambiguë au Rwanda. Quoique les frontières géographiques de l'Etat indépendant coïncidaient plus au moins avec celles en place durant la période précoloniale, son fonctionnement, sa structure, sa légitimité et ses buts étaient très différents. Son système politique était maintenant inversé, une petite

³ Prunier (1995:30) discute d'un «indurcissement des liens sociaux».

élite hutu en tête du pouvoir politique, l'ancienne aristocratie tutsi démantelée, et les Bazungu retirés. Toujours est-il que ces deux groupes autrefois puissants étaient encore en place physiquement dans le pays, ayant toujours contrôle de beaucoup de leurs ressources d'avant. En fait, le nombre de Bazungu s'est accru, et leur influence sur l'économie s'est peut-être accentuée davantage. En même temps, des centaines de milliers de Tutsis restaient toujours dans le pays, beaucoup d'entre eux bien éduqués. Les nouveaux dirigeants avaient à justifier leur mainmise sur le pouvoir à leurs concitoyens hutu: après tout, bien que le pouvoir fut maintenant contrôlé par des Hutus, la vie de la majorité de la masse paysanne hutu n'avait pas changée. Quelle était donc la justification de cette clique à se maintenir au pouvoir?

Parallèlement dans ce pays l'Etat était, et reste de loin, la source principale d'accumulation de biens matériels. La part du lion d'emplois salariés se trouvait dans le secteur public; au Rwanda, même les emplois du secteur privé ou dans les projets de développement n'étaient accessibles que par l'intermédiaire de l'Etat (World Bank 1994:21). L'éducation supérieure, moyen principal d'ascension sociale, était largement contrôlée par l'Etat, bien que souvent dispensée par des ordres religieux. Les voyages à l'étranger et l'éducation n'avaient lieu presque exclusivement que par l'intermédiaire de l'Etat (avec l'argent de l'aide au développement). Très peu changea dans ce domaine pendant des décennies.

Un double mandat politique s'imposait donc aux nouvelles élites quant au développement de la nation. Premièrement, le renforcement de l'Etat en tant qu'institution avec autorité et compétence, et deuxièmement la légitimation du contrôle de l'Etat par le pouvoir en place.

Le pouvoir en place rwandais a remporté un succès remarquable sur ces deux fronts. Les représentants de l'Etat et du parti unique se trouvaient même aux plus bas échelons de l'organisation sociale: chaque colline, chaque famille étaient entourées d'administrateurs, de chefs, d'agents de sécurité, de policiers, aussi bien que de toute une pléthore de cadres locaux de toutes sortes appartenant au parti unique. L'Etat était en charge de tous les domaines d'activité humaine, de l'éducation, de la santé, et du développement rural à la promotion de la culture ainsi que des valeurs sociales 'correctes.'

Le second mandat politique consistait à renforcer le contrôle du pouvoir en place sur le pays. Cela fut aussi un succès assez remarquable. Après l'indépendance, au Rwanda comme ailleurs, deux stratégies ont été adoptées par les pouvoirs en place: d'une part, l'usage de force, d'autre part la poursuite de légitimité.

Le régime de Kayibanda (1962-73) a emprisonné, chassé, et tué pratiquement tous les anciens détenteurs du pouvoir et politiciens tutsi, même les plus modérés, aussi bien que les politiciens hutu de l'opposition qui ne joignèrent pas le PARMEHUTU. Depuis 1965, ce dernier était devenu *de facto* et *de jure* le seul parti autorisé. La seconde république sous le général Habyarimana (1973-1994) était une dictature autocratique et militaire. Elle tua les anciens dirigeants de la première république (y compris Kayibanda lui-même), et sa sécurité interne a maintenu un contrôle strict face à toute forme d'opposition ou de dissension pendant plus d'une décennie. Le système légal n'était

indépendant que de nom, l'impunité la règle (ICHRDD 1995; Kabirigi 1994). Les élections populaires d'usage étaient une farce dans laquelle Habyarimana se faisait toujours réélire avec au moins 98 pour cent du suffrage. Toute critique de la part des journalistes était au risque de leur propre vie.

Toutefois la force principale des régimes successifs ne résidait pas dans leur niveau d'oppression (relativement modéré en comparaison avec d'autres pays), mais dans la façon dont ils ont pu acquérir une légitimité aussi bien interne qu'externe. A cette fin, ces régimes ont employé deux moyens de légitimation: l'un était 'la révolution sociale' ethnique largement façonnée pour usage interne, et orchestrée de manière à consolider leur mainmise sur le pouvoir et à éliminer toute tentative de justification pour partager le pouvoir; l'autre était une légitimation développementaliste, proposée à une audience à la fois internationale et domestique en vue de faciliter le maintien du pouvoir en place.

La synthèse de l'idéologie de la 'révolution sociale' réside dans la notion que le Rwanda appartient aux Hutus, qui étaient ses 'vrais' habitants, mais qui avaient été brutalement assujettis pendant des siècles par des maîtres étrangers, les Tutsis. En 1959, les Hutus se sont emparés du pouvoir aux dépens de leurs anciens maîtres et ont instauré une vraie démocratie, représentant la majorité du peuple. Cette notion que le gouvernement soit le représentant légitime de la majorité hutu et l'unique défense contre les diaboliques tentatives tutsi à vouloir recommencer le 'féodalisme,' a constitué le point central pour légitimer l'étreinte de la clique dirigeante sur le pouvoir (Kabirigi 1994; Reijntjens 1994; de Heusch 1994; Prunier 1995:58; Pabanel 1995). Cette idéologie raciste avait, et a toujours, un attrait puissant; étant donné que l'ancien régime était 'féodal' et non représentatif, le nouveau régime doit être progressif et démocratique (de Heusch 1994). Cette idéologie était soutenue par l'Eglise ainsi que par pas mal d'étrangers, qui étaient d'accord avec ses revendications à but démocratique et progressiste.

L'idéologie du développement est à peine plus sophistiquée que celle de la révolution sociale. Elle est grosso modo basée sur l'argument que le seul objectif de l'Etat est la poursuite du développement économique pour les masses (Hutus) sous-développées; en conséquence, tout ceux résidant dans le pays et à l'étranger qui cherchent à promouvoir le développement devraient coopérer avec l'Etat pour y parvenir. Cette idéologie légitime la présence intrusive du gouvernement dans tous les aspects de la vie sociale et détourne l'attention de toutes les questions politiques en les remplaçant par un environnement technique accueillant. Un dialogue tout symbolique faisait l'affaire pour faire ressortir cette idée. Le nom du parti unique a été rebaptisé 'Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement;' le parlement nommé 'Conseil National de Développement;' Puis, un journal local annonce fièrement que le président de la république 'anoblissait' le terme 'paysan' en le conférant à tous les Rwandais! (Ntamahungiro 1988). Si tous les Rwandais sont paysans, il n'y a plus aucune division ni inégalité, sauf entre Hutus et Tutsis, la seule différence autorisée et jamais oubliée⁴.

⁴ Dans le même ordre d'idée, voir Ferguson (1990); Medard (1991); Chatterjee (1993:219).

1.3 L'institutionnalisation du préjudice

Conforme à son idéologie ethnique, la nouvelle élite hutu a développé une politique de discrimination systématique contre les Tutsis, particulièrement dans les domaines d'importance politique immédiate et d'avancement social. Les Tutsis étaient presque totalement exclus de l'armée, du service diplomatique, et du parlement (Physicians for Human Rights 1994). Un système de quotas représentant en principe le pourcentage tutsi de la population (9%) fut instauré afin de limiter leur accès à l'éducation supérieure et aux emplois du secteur public. Le système de carte d'identité ethnique introduit par des Belges ne fut pas modifié par les gouvernements post-coloniaux; en effet il exista jusqu'au génocide de 1994, facilitant fortement son exécution. Le retour des réfugiés tutsi, dont le nombre atteindra jusqu'à un demi million dans les années 90 (à cause de la croissance naturelle de la population) a été catégoriquement refusé, sous le prétexte qu'il n'y avait plus de place au Rwanda.

Le système de quotas n'a été mis en application que partiellement; la plupart des auteurs semblent être d'accord que dans le secteur public, à l'exception importante de l'armée, les Tutsis sont probablement restés représentés au-delà des 9 pour cent auxquels ils avaient théoriquement droit⁵. En toute probabilité, pendant les deux dernières décennies, la plupart des Hutus du sud ont été soumis à autant de discrimination quant à l'accès aux écoles et aux universités, par exemple, que la plupart des Tutsis. Les emplois 'en or', les contrats juteux, et les bourses pour étude à l'étranger étaient assignés en majorité aux gens du nord d'où venait le président. De plus, dans d'autres secteurs de la société tels que le commerce et l'industrie, les ONG et les projets de développement, les Tutsis étaient bien représentés.

Tout bien considéré, le système de quota, ajoutés à ceux d'identification ethnique, contribua davantage à faire ressortir les distinctions (Chretien parle de la notion de 'conserver l'étrangeté' des Tutsis) et à permettre à l'Etat de pratiquer le contrôle social, que à toute forme directe de discrimination. Ces pratiques faisaient partie inhérente de la structure du pouvoir hutu. Ils étaient les 'preuves' administratives rappelant le fait que les Tutsis étaient différents des autres, et que l'Etat surveillait les intérêts de la majorité hutu. En période de crises, c'était un outil qui pouvait être utilisé pour accroître la discrimination envers les Tutsis ou régler des comptes. Ceci a eu lieu en 1972-73 alors que le régime Kayibanda était en train de perdre sa légitimité: un mécontentement populaire se répandit suite à la déception provoquée par la lenteur du développement. Bientôt, sous l'égide des plus hauts niveaux du gouvernement, des campagnes de masse anti-tutsi furent orchestrées afin de renforcer strictement la politique des quotas. En conséquence, des milliers de Tutsis furent expulsés de l'école, ou perdirent leur emploi; certains furent tués, d'autres s'enfuirent du pays. Cela s'est reproduit durant le génocide de 1994 lorsque les cartes d'identité ethniques ont permis aux auteurs du génocide de constituer des listes de Tutsis localité par localité, afin de les massacrer. Alison des Forges, l'un des spécialistes américains les plus éminents sur la région des Grands Lacs et aussi un militant pour la défense des droits de l'homme (travaillant à Africa Watch),

⁵ Pour obtenir des données, qui devraient être interprétées avec précaution vu leur caractère extrêmement politique, consulter Funga (1991) et Munyakazi (1993).

se plaint amèrement du fait que les agences d'aide étrangère avaient accepté la continuation de ces cartes identité ethniques et n'avaient pas fait pression sur le gouvernement pour qu'il les abandonne, pas même en 1992 lorsqu'il était devenu parfaitement clair qu'elles étaient utilisées afin d'exterminer les Tutsis (Des Forges 1994).

1.4 La nature sociale du préjudice

Quelles sont les causes historiques et sociales de ce préjudice raciste? Quel phénomène peut expliquer sa croissance rapide et étendue ainsi que son acceptation continue depuis des décennies? Pourquoi ceux au pouvoir étaient-ils capables d'exploiter une idéologie basée sur le préjudice avec autant de succès et pendant si longtemps? Après tout, il n'y a pas de Rwandais en vie ayant une expérience de première main avec le gouvernement tutsi 'pur' d'avant la venue des colonisateurs. Arrivées les années 90, plus de 80 pour cent de la population (calculé à partir de UN 1991a) est née depuis l'indépendance et la soi-disant révolution sociale, et n'avait, par conséquent, jamais connu personnellement le règne tutsi, pas même dans sa forme indirecte sous la colonisation belge.

Au Rwanda, des images psycho-culturelles ethniques constituent un des éléments les plus importants de la société⁶. Ces images considèrent Hutus et Tutsis comme différents d'une façon radicale et sans recours aussi bien dans leurs origines que dans leurs caractères et attributs moraux, intellectuels et sociaux. Ces images datent d'avant la soi-disant révolution hutu; en effet, elles permirent à cette dernière d'avoir eu lieu. Il est fascinant de regarder la façon dont, depuis les années 50, le débat a été énoncé aussi bien que les images transmises dans les textes célèbres de cette époque-là et toujours utilisés de nos jours comme référence. Le Manifeste hutu de 1957, qui est le texte politique de base écrit par le président Kayibanda du Rwanda, énonce que «le problème est fondamentalement celui du monopole d'une race (sic!), les Tutsis ... qui condamne les Hutus sans espoir à un sort perpétuel de travailleur subalterne.»⁷ En revanche, les notables proches du roi écrivirent qu'il ne pourra jamais y avoir de fraternité entre Hutus et Tutsis parce que ces derniers avaient conquis les Hutus et que ces derniers seront à jamais leurs inférieurs (Ross, 1993). A partir de perspectives opposées, les deux camps véhiculaient les mêmes images largement acceptées (Prunier 1995).

La divergence d'opinion quant à l'origine de ce préjudice est considérable: est-ce une fabrication du colonisateur, ou a-t-il précédé la colonisation? En toute probabilité, les impressions de supériorité/ infériorité entre Hutus et Tutsis existaient déjà au moment de la découverte du Rwanda par les colonisateurs. Bien que les premiers ethnographes, missionnaires, et administrateurs aient très probablement interprété de façon foncièrement incorrecte la plupart de ce qu'ils voyaient, ils ne les inventèrent probablement pas *ex nihilo*. Cela ne veut pas dire que ces images aient nécessairement une ressemblance proche à la réalité: il se peut qu'elles aient été l'idéologie d'un

⁶ Les images psycho-culturelles sont des "suppositions, des perceptions, et des représentations du monde environnant qui sont largement partagées par d'autres personnes, non pas idiosyncrasiques" (Ross 1993:10)

⁷ Pour le texte complet, voir Mkundabigenzi (1961).

royaume en pleine expansion, de mythes créés pour ajouter un sens de légitimité et de normalité à ses récentes conquêtes et à sa centralisation du pouvoir. Il paraît aussi semblable que, lors de l'arrivée des premiers Allemands, le roi était bien heureux de leur faire croire à la nature bien établie et bien accueillie de son règne; en effet, les Allemands, par leurs conquêtes de nouveaux territoires au nord, aidèrent beaucoup le roi à étendre sa puissance (Prunier 1995). Il est certain que durant la colonisation, les autorités administratives aussi bien que l'Église partageaient le sentiment que les Tutsis étaient naturellement supérieurs, et ont agi en conséquence (Franche 1995). Au moment où l'indépendance devenait le mot en vogue à travers l'Afrique, au moins un siècle de mythes et de pratiques qui s'y rattachent avaient créé une atmosphère de division et une idéologie qui allait constituer la base de l'instabilité durant la période suivant l'indépendance.

Après l'indépendance, le nouveau régime se servit de l'idéologie du 'pouvoir hutu' comme stratégie de choix pour légitimiser son contrôle sur l'Etat. Cette idéologie se composait à la fois d'un revirement et d'une continuation de ces images psychoculturelles ancrées depuis longtemps: une continuation en ce sens qu'elle perpétuait les éternelles et profondes différences entre Hutus et Tutsis vus comme des catégories homogènes mais s'excluant mutuellement; un revirement en ce sens que le privilège moral et social associé aux Tutsis fut mis sens dessus dessous, les Tutsis maintenant mis en position inférieure d'opresseurs foncièrement mauvais et dangereux. Erny le décrit bien en discutant de la soi-disant révolution sociale de 1959: à l'opposé de la révolution française, au Rwanda les rôles entre les diverses personnes furent 'inversés et non pas renversés' (Erny 1994:59).

Les actes de violence -- au Burundi où en 1965 et 1972 des centaines de milliers de Hutus furent massacrés par une armée à domination tutsi, et au Rwanda en 1959-63 et 1972-73 -- ne firent que consolider le préjudice raciste. Cela englobe la violence perpétrée à la fois par les Tutsis (les attaques par les réfugiés) et par les Hutus eux-mêmes car, comme il a été observé judicieusement, les gens se battent pour donner du sens à leur propre violence autant qu'à celle d'autrui (Warren 1993:9).⁸ Comme Prunier l'évoque de façon éloquente: 'En 1959 le sceau rouge de sang a apposé un cachet permanent de destin historique sur cette construction mythologique qui, à partir de ce moment-là, est devenue une réalité historique' (Prunier 1995: xiii).

⁸ Quant aux aspects généraux de cette violence, voir Schoepf (1995).

II LA NATURE DU DÉVELOPPEMENT AU RWANDA

2.1 Image: développement contre toute probabilité

Profond racisme mis à part, l'image du Rwanda créée par la communauté de développement était idyllique. C'était l'image d'un pays d'agriculteurs de subsistance faisant face à des défis écologiques gigantesques, et dotés d'un gouvernement à politique efficace dont profitait une population laborieuse. C'était l'image d'un pays dans lequel le tout ceux qui oeuvraient pour le développement aimaient travailler. La création et l'usage répétés de cette image peut s'observer en examinant le langage de l'oracle prééminent de la communauté de développement, l'agence qui sépare les bons des mauvais, la Banque mondiale.

En 1976, le *Memorandum on the Economy of Rwanda* indique que, 'en dépit de ces handicaps, le gouvernement actuel ... a progressé de façon tangible à développer une stratégie pour relever l'économie de son niveau insuffisant actuel' (World Bank 1976:1). Quinze ans après, la Banque mondiale décrit toujours le Rwanda d'une façon pratiquement identique: 'en dépit de ces contraintes, le Rwanda a fait un effort méritoire dans le domaine du développement économique et social' (World Bank 1991d:468). Le même paragraphe continue: 'le Rwanda a été capable d'attirer un volume substantiel d'aide extérieure provenant de sources très variées, confirmant donc l'impression de la part des donateurs que le gouvernement a une mission orientée vers le développement et poursuit d'une façon générale les objectifs appropriés' - un raisonnement circulaire des plus surprenant! La formule est toujours la même: 'bien que la tâche fut gigantesque, ... la méthode utilisée par le Rwanda pour le développement économique et social pourrait être considéré comme une réussite' (World Bank 1989b:3).⁹ Ainsi que les tables ci-dessous le montrent, les données supportant ce point de vue sont nombreuses.

TABLE 2.1
INDICES DU DÉVELOPPEMENT AU RWANDA

Catégorie	Années	Taux annuel de croissance en %
PNB - revenu par habitant	1965-1988	1.5
Industrie	1980-1988	3.6
Services	1980-1988	3.4
Agriculture	1980-1988	0.3
Production d'énergie	1980-1988	5.5
Investissement domestique brut	1980-1988	7.4
Exportations annuelles	1960-1980	7.8
Exportations annuelles	1980-1993	2.5

Source: World Bank. 1991c et 1995.

⁹ Voir Voyame (1996:57) pour une description similaire.

TABLE 2.2
INDICES DU DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE AU RWANDA

	1970	1980	1990
Rues pavées, en km.	78	405	720
Production d'électricité, kilowatt-heures (millions)	81	163	176
Lignes téléphoniques primaires, nombre de connections	2300	3300	10400

Source: World Bank. 1991c et 1995.

Les obstacles que le Rwanda avait à surmonter sont toujours les mêmes: revenu limité, secteur moderne embryonnaire, manque de terre, accroissement rapide de la population, et l'ignorance des paysans. 'Les problèmes principaux proviennent d'un cercle vicieux de pauvreté, d'accroissement élevé de population, et d'abus environnementaux. Dans ce cycle, les pauvres sont les premières victimes et les principaux coupables' (World Bank 1994:29). C'est pratiquement la même liste dans tous les autres pays d'Afrique. C'est l'image standard des pays sous-développés ayant besoin du genre de solution technique offert par les agences d'aide (Ferguson 1990). Ne figurent pas dans cette liste (ni même dans le rapport nommé ci-dessus écrit pendant le génocide): un racisme institutionnalisé par l'Etat; un gouvernement autoritaire et son encadrement condescendant; un problème lancinant de réfugiés; une impunité systématique; ou une inégalité sociale, ethnique, et régionale.

Les ressources du pays permettant de surmonter ces obstacles sont aussi toujours les mêmes. Elles comprennent de façon systématique la stabilité politique du pays (World Bank 1984:1, 1986:2, et 1989c:3), une gestion prudente, saine et réaliste du gouvernement et son attention à l'égard de la population rurale (World Bank 1989b:3, 1991d:1 et 1991b:1). D'autres rapports mentionnent 'la cohésion culturelle et sociale du peuple' (World Bank 1986b:2), ou alors l'homogénéité ethnique et socio-économique du pays (World Bank 1991b:3).

Ceci démontre non seulement comment les images sont créées et répétées au cours du temps, mais aussi combien peu importantes elles sont pour les consultants qui écrivent ces rapports. Même durant la période la plus paisible au Rwanda il était impossible de parler de 'la cohésion culturelle et sociale de son peuple.' L'ethnicité a toujours été un des points critiques de la société rwandaise. Néanmoins, dans une analyse politique et historique de cent pages sur le rôle des communes dans le développement socio-économique au Rwanda, il n'y a qu'une ligne mentionnant que l'indépendance était 'accompagnée de perturbations largement répandues dans la campagne' -- et tout ceci en vue d'une discussion sur la nature de l'Etat et sa relations avec la population durant la période post-coloniale! (World Bank, 1987:5) La 'gestion saine' du gouvernement rwandais et son 'attention sincère envers les paysans pauvres' étaient contredites par les estimations des propres projets de la Banque (voir ci- dessous), par la corruption

croissante, et par un manque de 'accountability'. Toutefois, l'image a été gardée telle qu'elle jusqu'au génocide.

Cette image n'est ni accidentelle ni due à l'incompétance des spécialistes auteurs de ces rapports. Comme Ferguson l'observe dans une étude similaire sur le Lesotho, les experts de la Banque mondiale sont aussi qualifiés et intelligents que l'auteur de cet essai ainsi que ses lecteurs. Plutôt, ces images simplifiées, sinon complètement fausses, constituent une partie cruciale dans la perception du Rwanda en tant que problème de développement qui peut être résolu par une injection d'aide au développement. De tels problèmes de développement se manifestent de préférence dans une économie de subsistance agricole 'planifiable.' Dans une telle économie, la formation, le crédit, l'infrastructure, la recherche agricole et son encadrement, etc. constituent les solutions pour lesquelles il se trouve que les experts du système d'aide sont qualifiés (Ferguson 1990). Ne faisant absolument pas partie de 'ce problème résoluble' ou de la problématique du développement figurent: l'inégalité ethnique; le racisme officiel soutenu par l'Etat; la politique locale; la présence généralisée d'impunité et de peur, et l'absence de justice; les violations des droits de l'homme; ou la présence oppressive de l'Etat. On les a donc rejetés, ignorés, ou parfois considérés inexistantes -- ce qui, bien évidemment, satisfait le pouvoir en place!

2.2 La place au Rwanda de l'aide au développement

Jusqu'au moment du génocide, et en accord avec son image positive et populaire, le Rwanda était un des pays au monde qui recevait le plus d'aide. D'après l'OCDE, l'aide officielle au développement s'élevait en 1989-90 à 11,4 pour cent de son PNB; déjà au-dessus de la très haute moyenne pour l'Afrique et pour les pays les moins développés. Selon la Banque mondiale, l'aide étrangère finançait plus de 70 pour cent de l'investissement public durant la période 1982-87 et plus pendant les années 90. L'aide au développement au Rwanda était bien supérieure à l'investissement privé et aux exportations commerciales combinés.

Arrivées les années 90 il y avait approximativement 300 donateurs dans le pays, une vingtaine bilatéraux, 30 multilatéraux, et environ 250 d'ONG étrangères et locales. Ils dirigeaient plus de 1.000 projets en 1986, des plus petits aux plus grands. Le Rwanda avait la plus grande densité d'assistants techniques au kilomètre carré en Afrique; il y en avait à peu près 1.500 (sans compter les missionnaires dont beaucoup travaillent au moins à mi-temps dans le domaine du développement et les spécialistes en mission à court terme). Le volume d'aide au développement (y.c. l'aide d'urgence) s'est accru en moyenne de 45 dollars U.S. par personne au cours des années 80, à 80 dollars et plus pendant les années 90!

2.3 Vers une définition holistique du développement

Après 30 ans de pratique et de théorie, il est maintenant généralement acceptée, quoique non mise en oeuvre, que le développement est un processus de changement social dans lequel les différents aspects de la vie des individus ne peuvent être séparés - l'aspect

économique du social et l'aspect culturel du politique et religieux. On observe souvent que les améliorations d'indices macroéconomiques ne peuvent pas forcément être traduites en améliorations de la qualité de vie des pauvres, et peuvent même coexister avec sa détérioration. L'analyse de la nature et du niveau de développement au Rwanda (comme dans tout autre pays), nécessitera donc d'aller au-delà des indices économiques mentionnés ci-dessus et de considérer le développement d'une manière plus holistique et ciblée vers les pauvres.

Durant les années précédentes, plusieurs auteurs ont essayé de rassembler ce qui est connu des termes 'développement humain' ou 'développement social.' On les utilise justement pour exprimer que le développement ne peut pas être considéré sans mettre l'individu en premier, et que la croissance économique (définition traditionnelle du développement) n'est que l'un de ses nombreux facteurs. Sans doute l'effort le plus visible est celui du PNUD, qui en 1990 commença à publier annuellement son *Rapport Mondial sur le Développement Humain*. Conçu en tant qu'alternative explicite au *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale, cette publication annuelle a soulevé beaucoup de controverse quant aux facteurs à inclure dans les indices du développement humain. Pendant sa première année, le développement humain était défini en tant que 'le moyen de permettre aux gens des choix plus étendus.' Beaucoup d'attention fut apportée à la santé, à l'éducation, à la nutrition, qui avaient toutes été largement négligées durant la décennie d'ajustement structurel des années 80.

Année après année, à la suite des critiques et les suggestions reçues, l'équipe en charge du *Rapport Mondial sur le Développement Humain* a raffiné le concept. A partir de 1996, la définition du développement humain est devenue beaucoup plus compréhensive:

- contrôle des individus sur leur destinée [en anglais 'empowerment' -- PU]: dépend de l'expansion des potentialités de l'individu, expansion qui implique davantage de choix et donc davantage de liberté. Mais l'être humain ne peut guère faire de choix si il n'est pas libéré de maux tels que la faim, le besoin et la misère ... Le contrôle des individus sur leur destinée implique une notion supplémentaire: dans la vie quotidienne, l'individu doit pouvoir participer, voir souscrire, aux décisions qui influent sur son existence ... L'être humain ne doit pas bénéficier passivement d'un processus mis en place par d'autres. Il doit être un agent actif de son propre développement.
- coopération: l'être humain subsiste au sein d'un tissu complexe de structures sociales, de la famille à l'Etat; et des associations d'entraide locale aux entreprises multinationales. L'homme est un être social qui aime participer à la vie de la communauté, et ce sentiment d'appartenance est pour lui une source importante de satisfaction. Cela donne un but, un sens et une signification à la vie, tout en lui permettant d'être heureux.
- l'équité: On pense souvent à l'équité en terme de richesse ou de revenu. Or, la perspective du développement humain est beaucoup plus large: il s'agit de l'égalité des potentialités et des opportunités élémentaires. Cela s'applique tout particulièrement à la femme....

- durabilité: un développement humain durable doit répondre aux besoins de la génération actuelle sans pour autant compromettre les possibilités des générations futures de répondre à leurs propres besoins.
- sécurité: l'idée de sécurité a été trop longtemps associée à la sécurité militaire ou à la sécurité des pays. La sécurité des moyens d'existence est l'un des besoins les plus élémentaires, mais l'individu souhaite également être libéré des menaces chroniques comme la maladie ou la répression, ainsi que des événements brutaux et douloureux qui peuvent venir bouleverser sa vie quotidienne. (PNUD 1996:62-3).

D'une autre perspective, Robert Chambers, fondateur de la stratégie de 'rapid rural appraisal,' a synthétisé des décennies de travail avec des communautés locales à travers le monde. Selon lui, du point de vue des pauvres, ce qu'on appelle la condition de 'privation' (deprivation en anglais -- PU) excède nettement leur manque de revenu. La notion de déprivation est caractérisée par *l'infériorité sociale, l'isolement, la faiblesse physique, la vulnérabilité, la déprivation saisonnière, l'impuissance et l'humiliation*. (Chambers 1995). Pour les pauvres, toutes actions menées pour remédier à un de ces problèmes sont trop limitées et vont souvent à l'encontre du but recherché, à tel point que le progrès dans un domaine particulier (par exemple, l'augmentation de revenu) a souvent été accompagné ailleurs d'autres revers (par exemple, l'augmentation de la vulnérabilité et de l'instabilité).

Il semble que les mêmes éléments reviennent en permanence: pour les pauvres, le développement consiste d'un accroissement des revenus aussi bien que d'un accès aux moyens de production; de réductions de l'insécurité et de la vulnérabilité afin de créer un futur soutenable et promettant; d'habilitation grâce à la participation, à la justice, à la liberté, à l'accès aux informations et à l'éducation; d'une nutrition saine; de l'accès aux services de santé; de la dignité humaine, de la coopération sociale, et d'un sens de justice. La croissance économique du Rwanda sera analysée ci-dessous en tenant compte de ces facteurs.¹⁰

2.4 Le développement en tant que progrès économique pour les pauvres

Contraire au 'biais urbain' qui est censé caractériser la politique gouvernementale des pays du Tiers monde, le Rwanda a toujours mis l'accent sur l'agriculture et a cherché à éviter l'urbanisation. Tous les plans de développement économiques et sociaux ont été organisés afin de s'occuper du déséquilibre ressources/population du pays et de promouvoir l'autosuffisance alimentaire. (World Bank 1989a:1). Une multitude de programmes administratifs était en place pour empêcher la migration urbaine: le Rwanda était le deuxième pays le moins urbanisé du monde.

Toutefois, en dépit de ce discours en faveur des masses paysannes, les dépenses actuelles révèlent des priorités bien différentes. L'infrastructure urbaine prend jusqu'à

¹⁰ Voir aussi PDNU 1996:56.

40% du budget rwandais de développement; l'éducation supérieure, 5%; les subventions à un secteur industriel parastatal limité et inefficace, 7%. En même temps, seulement 6% des dépenses courantes sont assignées à l'agriculture, dont les trois-quarts sont investies dans l'infrastructure et le fonctionnement du service public, alors que 20 à 25 pour cent des dépenses de l'investissement sont assignées à l'agriculture (World Bank 1989b:8-9; Voyame et Friedli *et al.* 1996:53).

Toujours est-il, même avec ces données, que le Rwanda a de meilleurs résultats que la plupart des pays d'Afrique, quoique bien inférieurs à ce que sa rhétorique semble indiquer. Il en va de même pour les dépenses publiques, de santé et d'éducation. D'après UNICEF, le gouvernement rwandais a dépensé jusqu'à 20% de son budget sur l'éducation sans montrer de préférence envers l'éducation tertiaire. Les dépenses sur la santé étaient inférieures à la moyenne mais ici encore le Rwanda était caractérisé par un réseau plutôt important d'hôpitaux ruraux, si on inclut ceux nombreux opérés par l'église. Jusqu'aux années 80, les dépenses sur la défense furent en dessous de la moyenne.

TABLE 2.3
 QUELQUES INDICES SOCIAUX DU DÉVELOPPEMENT¹¹
 (en pourcentage)

Catégorie	1970	1980	1990	1992
Accès à l'eau potable	67	55	69	66
Accès au système sanitaire urbain		60	88	77
Accès au système sanitaire rural		50	17	56
Mortalité infantile	14.2		11.7	11.0
Innocation anti-DTP: enfants d'un an		36		85
Innocation anti-polio: enfants d'un an		25		85
Innocation antitétanique: femmes		5		88
Immatriculation: enseignement primaire	68		71	51
Immatriculation: enseignement secondaire	2		8	

Source: Les données proviennent de Barrere *et al.* 1994; UNICEF 1995; et World Bank 1995.

Quels étaient les résultats de trente ans de politique et de projets de développement? Essentiellement, le Rwanda est resté l'un des pays les plus pauvres au monde, se situant dans la moitié inférieure des pays les moins développés. De l'autre côté, comme indiqué plus haut, le taux de croissance de son PNB était plus élevé que celui de la moyenne de ce groupe. Les conclusions sont difficiles à tirer quant à la santé, l'éducation, ou la nutrition - les soi-disant 'besoins de base' faisant partie importante de la vision du développement humain. Si les données sont valables, l'accès à l'éducation, à l'eau potable, ou à la sanitation a pratiquement stagné depuis des décennies. Peut-être est-ce une réussite pour un pays avec un taux de fertilité le plus élevé au monde, mais c'est

¹¹ Les marges étendues indiquent que les données proviennent de sources variées; donc il se peut qu'elles ne soient pas comparables.

moins impressionnant lorsque l'on tient compte des centaines de millions de dollars distribués dans ce pays par l'aide au développement. L'accès à l'éducation secondaire était le plus faible de toute l'Afrique (World Bank 1989b:17). De plus, les données ne nous fournissent que peu de renseignements quant à la qualité d'éducation et des services de santé reçus par la majorité de la population. Il a été estimé que l'analphabétisme fonctionnel au Rwanda s'élève jusqu'à 90 pour cent, et que les centres de service de santé sont souvent en pénurie de médicaments et de personnel motivé (United Nations 1991b35-6). Il est accepté de façon générale que leur qualité a encore décliné durant la seconde partie des années 80. Des progrès significatifs, toutefois, semblent avoir été faits du côté vaccinations: pendant les années 80, le Rwanda était un des trois meilleurs élèves de l'UNICEF en Afrique! Il n'est pas certain que cette tendance ait pu être maintenue sans un support international massif. On peut toutefois affirmer sans risque de se tromper qu'une majorité des participants victimes du génocide de 1994 avaient été vaccinés. Tout bien considéré, le niveau global de développement au Rwanda est resté déplorablement minime en dépit de trois décennies de programmes couronnés de succès.

2.5 Développement en tant qu'équité: Qui en retire les bénéfices?

Il existe un sentiment très répandu dans la communauté de développement que le Rwanda était une société très égalitaire. Ceci fait partie de l'image du développement rwandais comme décrit plus haut: une nation de paysans pauvres, plus ou moins égaux, travaillant dur et avec succès afin d'éradiquer la pauvreté. Cette image est hautement incorrecte. Les processus de développement au Rwanda étaient profondément inéquitables dans de nombreux domaines. De plus, l'inégalité montait de façon dramatique à partir des années 80.

Peu de données existent sur la pauvreté et l'inégalité au niveau national ou au niveau désaggrégé. Un rapport de la Banque mondiale datant de 1994 au sujet de la pauvreté note que la proportion de population vivant en état de pauvreté s'est accrue de 40 pour cent en 1985 à 53 pour cent en 1992 (World Bank 1994:i:10). Depuis 1993 le *Rapport sur le développement dans le monde* indique que le pourcentage de la part de consommation par les 20 pour cent les plus pauvres de la population est de 9,7 pour cent, tandis qu'il est de 24,6 pour cent pour la décile la plus riche. Ces données placent le Rwanda comme un des pays les plus égalitaires parmi tous les pays du monde à faible et moyen revenu: en fait, il faut remonter au niveau de la Hongrie pour trouver un pays plus égalitaire.¹² Le rapport de 1994 sur la pauvreté souligne aussi que 'la terre est répartie de façon moins inégale qu'ailleurs, (...) les dépenses de ménage sont distribuées de manière relativement équilibrées au Rwanda, et (...) les dépenses du gouvernement ainsi que la politique des impôts ont un impact équitables sur les différences de revenu' (World Bank 1994:5, 60, 25). Toutes ces observations, il va sans dire, placent le Rwanda dans une bien meilleure position que les autres pays d'Afrique.

¹² Voir aussi PNUD (1995).

Je vais soutenir que ces données sous-estiment très largement l'amplitude de la pauvreté et de l'inégalité au Rwanda. Ce sont des fabrications largement statistiques, une part de l'image à laquelle la communauté de développement aimait croire pour le Rwanda. J'essaierai de démontrer cette affirmation tout d'abord en analysant les données sur les frais de nourriture et sur la sous-alimentation; en second lieu, en proposant un cas d'étude de l'effet de l'aide au développement sur l'inégalité; et troisièmement, en étudiant de façon plus détaillée l'accroissement documenté de l'inégalité dans la distribution des terres et dans les revenus durant les années 80.

2.5.1 La sous-alimentation et l'extrême pauvreté

Les chiffres pour 1985 et 1992 mentionnées ci-dessus sont basées sur un recensement de 1983-85, dans lequel on a situé les pauvres comme 'les 40 pour cent en bas de l'échantillon quant aux dépenses par habitant' (World Bank 1994:5). Autrement dit, la pauvreté en 1983-85 était établie à 40 pour cent *par définition*!

Le même rapport nous dit que 'les dépenses de nourriture s'élevaient à 88 pour cent du total pour les pauvres et à 74 pour cent pour les non-pauvres' (World Bank 1994:6). Ceci suggère qu'une vaste proportion des soi-disant non-pauvres sont aussi en effet extrêmement pauvres. Il y a une décennie, Michael Lipton, dans un important projet de recherche entrepris pour la Banque mondiale, cherchait à mieux comprendre les caractéristiques des 'plus pauvres parmi les pauvres,' (ultra-pauvres) les gens appartenant au plus bas échelon de la société, si déprivés qu'ils n'arrivent même pas à profiter des programmes et des projets qui peuvent faire du bien aux pauvres 'ordinaires.' Les ménages des 'plus pauvres parmi les pauvres,' selon Lipton, dépensent 75 pour cent ou plus de leur revenu en alimentation (Lipton 1988). Une autre caractéristique typique est la probabilité élevée qu'ils soient malnourris, faibles, souvent malades, incapables de profiter des occasions ou des projets qui peuvent profiter aux pauvres ordinaires. Leur vie est une lutte constante juste afin de survivre; ils ne peuvent guère ni investir dans des opérations productives ni prendre des risques. Si nous employons la limite utilisée par Lipton, il semble que l'incidence d'extrême pauvreté puisse bien dépasser les 50 pour cent, et que, en plus de cela, une autre partie encore importante de la population est considérée comme pauvre.

TABLE 2.4
PROPORTION D'ENFANTS D'ÂGE PRÉ-SCOLAIRE À CROISSANCE RETARDÉE

Année	Proportion d'enfants (0 - 60 mois)	Indicateur
1976	33	en dessous de 90% grandeur par rapport à l'âge plus de 2 écarts type en dessous de la référence
1980	40	
1983	56	
1991	52	
1992	49	

Source: Sondages variés.

Les données sur la malnutrition des enfants confirment cette assertion. Deux chercheurs ont récemment compilé un ensemble de données plus ou moins corrigées sur la sous-alimentation infantile au Rwanda -- une tâche pénible, vu les inconsistances et les incompatibilités des divers sondages (les indicateurs de la table précédente pour 1976 et 1980 ne sont vraiment pas comparables à celles des années suivantes) (Grosse, Krasovec *et al.* 1995). Ces données sur la sous-alimentation infantile, souvent utilisées comme indicateur de la sous-alimentation générale (Mason, Jonsson and Csete 1996), suggèrent aussi que la moitié de la population du Rwanda vit probablement en état d'ultra-pauvreté. Les cas localisés de famine observés durant la seconde moitié des années 80 suggèrent la même conclusion.

2.5.2 Projets de développement et l'inégalité: Le projet de développement agricole du Mutara (1974-86)

La combinaison d'une analyse par René Lemarchand et de rapports officiels de la Banque Mondiale au sujet d'un projet de développement rural (patronné par l'IDA) qui commença en 1974 et prit fin, après deux phases, douze ans plus tard, donne un aperçu unique sur les effets sociaux résultant des projets de développement au Rwanda. Le premier projet de développement agricole au Mutara débuta en 1974, après six ans d'études préliminaires et de négociations difficiles. Il avait pour but d'installer 7.000 familles dans des paysannats (fermes patronnées par l'Etat, qui avaient été créées par les colonisateurs en 1953 et qui continuèrent à fonctionner durant le gouvernement indépendant), situés dans des zones à faible population, et dans lesquels on donne aux fermiers un terrain de taille fixé avec un contrat spécifiant les techniques agricoles à employer. Une innovation particulière a été la création de ranches en suivant une méthode similaire: les droits de paturage ainsi que de petits lopins de terre seraient distribués à 3.000 foyers en échange de certaines pratiques techniques (diminution du cheptel, paiements, etc.). Une organisation parastatale, OVAPAM, a été créée pour diriger le projet.

L'audit de la première phase indique que la majorité des buts matériels avaient été atteints. En effet, 750 km de routes ont été construits ainsi que la propre infrastructure sophistiquée de l'OVAPAM: 47 maisons, 2 entrepôts, des bureaux, etc. Des voitures et fournitures de bureaux furent aussi achetées. Les experts et les employés pouvaient dormir en sécurité, bien que le directeur rwandais de l'OVAPAM n'ait jamais passé une nuit dans ses quartiers généraux ruraux.

Le reste du projet fut un échec total. Un plan d'approvisionnement d'eau qui faisait partie du projet initial fut abandonné parce que le coût des constructions avait largement dépassé les budgets prévus. Absolument aucune infrastructure à but social ne fut construite pour la population, ce qui fut 'profondément ressenti par la population,' selon l'audit (World Bank 1979:10 et 1981:4). La composante critique associée à l'encadrement de ce projet avait aussi échoué -- à savoir, ni les fermiers, ni les éleveurs n'avaient adopté les techniques préconisées.

Ainsi, après six ans d'étude, cinq ans de travail, et après avoir dépensé 4,5 millions de dollars (sujet à remboursement, quoiqu'à un taux privilégié), le seul résultat concret du

projet a été une infrastructure énorme pour lui-même (84 pour cent du coût total du projet: World Bank 1981:6), et la création de quelques 160 emplois (contre 60 emplois considérés nécessaires par les auteurs de l'audit). Son taux de rentabilité était négatif; sa gestion était mauvaise et accablée de conflits; des dépassements de budgets sévissaient dans l'ensemble du projet; et les experts n'avaient pas réussi à instruire qui que ce soit parce qu'ils parlaient à peine le français! Le rapport documentant cet audit souligne aussi en passant que de nombreux éleveurs originaires de cette région l'avaient quittée pour aller en Ouganda de peur du projet et de ses intentions ultérieures (World Bank 1979:14, 1981:35 et 1991a:2), et que les décrets concernant la distribution des terres avaient été constamment violés. Les soi-disant comités des bénéficiaires, mis en place pour superviser la distribution, n'avaient jamais fonctionné; les personnes situées à l'extérieur de cette zone (et surtout Ruhengeri, la région du président) avaient vraisemblablement bénéficié de façon disproportionnée.

Fort heureusement, le rapport d'audit réussit à conclure sur une note optimiste: le projet a créé un dialogue entre la Banque et le gouvernement (World Bank 1979:18 et 1981:44). En conséquence une deuxième phase (1979-1984) fut proposée avec les mêmes institutions, une extension de la zone, et des objectifs légèrement adaptés: une focalisation principale en vue de créer des infrastructures sociales (approvisionnement d'eau, écoles, centres de santé), et des améliorations des messages d'encadrement aux fermiers et aux éleveurs (World Bank 1979:26).

Le rapport final de 1991, résumant la deuxième phase de ce projet (1979-86; note que le rapport date de cinq ans après la fin du projet) annonce que les buts physiques ont été atteints en dépit de surcoûts considérables et d'un retard de deux ans (le système d'approvisionnement d'eau fut finalement construit en 1986, vingt ans après la première mission, douze ans après le début du projet). La mauvaise nouvelle est que l'ensemble des mesures techniques n'offraient guère d'intérêt aux fermiers et que la station de recherche n'a créé aucun produit d'utilité pour les paysans (World Bank 1991a:iii:5). La majorité des innovations proposées ne furent pas adoptées ou furent abandonnées après la fin du projet. Les ranches communautaires n'étaient toujours pas soutenables; au fait, la situation écologique s'était sans doute détériorée au cours de la durée du projet (World Bank 1991a:iv). La direction du projet était restée aussi sujette à conflit et nébuleuse qu'auparavant.

Jusqu'à présent, il s'agit d'une histoire de gestion fautive, d'inefficacité, et d'une forme remarquable d'ignorance, qualités souvent rencontrées quand il s'agit du développement. Mais l'analyse de Lemarchand peint un tableau plus étendu qui la relie aux forces profondes de la politique, de l'ethnicité, et du mal-développement au Rwanda. D'après Lemarchand les résultats inattendus du projet ne sont pas accidentels, mais sont directement reliés aux forces d'exclusion qui caractérisent la zone du projet et le Rwanda en général. Ces forces sont tout particulièrement ethniques et ont joué un rôle important dans la distribution des terres et du cheptel. Lemarchand décrit 'une politique plus ou moins délibérée de favoritisme ethnique de la part des politiciens hutu influents aux niveaux régional et national' dirigée surtout contre les Tutsis, mais aussi contre les réfugiés barundais de cette zone. Il démontre que cette politique favorise spécialement les gens de Ruhengeri ainsi que leurs clients hutu (Lemarchand 1982:25-6).

Néanmoins, les forces d'exclusion ne sont pas uniquement d'origine ethnique; elles se manifestent aussi entre les masses paysannes et un secteur urbain limité, 'bien connecté' et éduqué (Lemarchand 1982:23). 'Des différences préexistantes ont encore été accentuées par la capacité des bénéficiaires plus riches et mieux éduqués d'augmenter leurs revenus grâce à une variété d'emplois à l'intérieur et en dehors des paramètres de ce projet' (commerçants, les employés d'OVAPAM, travailleurs à Kigali) (Lemarchand 1982:59). Ces mêmes personnes sont celles qui ont réussi à obtenir une grande partie des terres distribuées durant ces 10 années: en effet, d'après Lemarchand, jusqu'à 40 pour cent des terres furent léguées à des personnes absentes, qui ne cultivaient pas la terre mais la louaient à d'autres. Ces éleveurs absents étaient surtout des politiciens, des fonctionnaires et des employés du projet OVAPAM eux-mêmes (Lemarchand 1982:45 et 58-9).

Le résultat final de ce projet, donc, est un grand accroissement d'inégalité entre régions, classes, groupes et personnes (Lemarchand 1982:27; 41; 58; 63). C'est un système dans lequel un petit groupe de personnes réussit à s'appropriier la plupart des avantages d'un projet montant à des millions de dollars: des emplois du projet, des terres gratuites à cultiver par les membres de la famille, des locataires ou des clients politiques; ou de larges troupeaux surpâturant au dépens des fermiers originaux tutsi et hima. Ce n'est pas par accident que ceux qui ont bénéficié étaient souvent originaires de la région du président, et que la majorité d'entre eux appartiennent à la classe usuelle des 'évolués,' c'est-à-dire ceux dans le circuit, ceux avec les bons contacts. Ils reçurent aussi les bénéfices de voitures, de motocyclettes, d'aide étrangère et de 47 nouveaux bâtiments. Eux, en retour, ont alimenté un système de clientélisme par l'intermédiaire duquel le Hutu ordinaire pouvait acquérir de la terre, des emplois salariés, des produits agricoles, etc.¹³

La description ci-dessus est particulièrement troublante si l'on regarde au-delà d'un projet spécifique pour mettre à jour la répétition systématique des projets ayant 'échoués' depuis des décennies. Les projets de développement au Rwanda, comme ailleurs en Afrique, conduisent de façon régulière aux effets décrits au-dessus: une hausse d'inégalité favorisant les mêmes catégories de gens ayant de bonnes connections politiques, l'administration, les politiciens, et les détenteurs du pouvoir originaires du nord; et peu - ou peut-être aucun -- bénéfice aux masses au nom desquelles les projets furent entrepris, sauf si elles sont d'accord pour entrer en relations clientélistiques avec les précédents. Ces effets sont donc plus que malencontreux, plus que dus à la 'malchance;' ils sont structurels. Cette 'pratique répétée' est la norme, le résultat attendu à la fois par l'ensemble de la population et par les bénéficiaires réels, ce qui explique en partie le désir de ces derniers à répéter sans cesse le même genre de projet inefficace.

A ce propos, il importe d'étudier l'attitude de la population envers les projets de développement. Quiconque ayant travaillé au Rwanda sera d'accord que l'attitude la plus courante est la méfiance, combinée à un manque de participation voire même une

¹³ Au sujet de la nature clientélistique des relations sociales au Rwanda, voir aussi Kabirigi (1994).

résistance pûre et simple. Ainsi l'écrit une autre équipe d'experts sans sourciller (World Bank 1987:12-3; et 27):

En général, la population locale ne s'interroge pas sur le caractère du projet à entreprendre à condition

- i) qu'elle y participe en tant que travailleurs payés (ainsi gagnant de revenu supplémentaire);
- ii) que les développements agraires n'affectent pas leur propriété (la réquisition ou l'usurpation des terres pour développer l'infrastructure ou pour d'autres projets);
- iii) que ces travaux puissent être révoqués (mesures de contrôle anti-érosion); et
- iv) que la plupart des projets n'exigent pas une participation obligatoire sous forme de labeur ou qu'ils ne résultent pas en lourdes charges financières.

Ce paragraphe devrait provoquer des réflexions profondes: il indique correctement que la plupart des pauvres arrivent à s'accommoder aux projets de développement et à l'administration associée tant que ces projets ne leur fassent pas de mal ou ne les forcent pas à y participer. Le mérite principal des projets pour les pauvres paraît donc souvent résider dans le fait qu'ils créent quelques emplois temporaires rémunérés.

Cette discussion ne serait pas complète sans mentionner le concept d'impunité. S'il y a un point commun sur lequel les intéressés du conflit rwandais paraissent s'entendre, c'est sans doute que l'impunité est le problème de base dans la société (Groupe d'Écoute 1995; Kabirigi 1994). L'impunité est souvent uniquement considérée comme sujet réservé aux tribunaux et concernant l'application consistante de la loi. Certes, ceux-ci *sont* des aspects importants du problème, mais il est beaucoup plus insidieux. Au Rwanda ainsi que dans beaucoup d'autres pays, l'impunité se manifeste quotidiennement. Il y a peu, sinon pas du tout, de justice dans la façon dont les emplois sont alloués, les bénéfices reçus, les tâches mises en oeuvre, et les abus de pouvoir administratifs punis. Donc les gens perdent toute confiance dans le système, deviennent cyniques,¹⁴ et sont facilement tentés à violer les lois. L'impunité, l'autre face de l'inégalité et qui d'habitude se manifeste simultanément avec elle, engendre des frustrations et un sentiment de perte nécessitant le besoin de trouver des boucs-émissaires, et peut mener à la violence (OXFAM 1996:8).

¹⁴ Surtout lorsque la pratique d'impunité est si dramatiquement en conflit avec le discours libéral/méritocratique du développement (Braun 1990:37-8).

2.5.3 *Tendances d'inégalité de salaires et de partage des terres dans les années 80*

Le contrôle de l'immobilier urbain a fourni de bonnes occasions de s'enrichir aux gens ayant de bonnes relations (Pabanel 1995:115). Des processus semblables ont lieu dans la campagne. Bien que le Rwanda ait une politique qui interdit l'achat de terre à ceux ayant trois hectares ou plus, les fermiers ont pu circonvenir cette interdiction grâce à des bails à long terme ou en achetant au marché noir (World Bank 1991b:61). Willame discute les résultats d'une commune en 1988 qui indiquent que 21 pour cent des champs avaient été achetés (la plupart le résultat de 'ventes de détresse' de la part des anciens propriétaires), alors que les données officielles sont beaucoup plus basses (Willame 1995:140). Et des données rassemblés par André and Platteau pour une région densité de population particulièrement élevée montrent que les champs achetés constituent environs 30% de tous les champs des menages ruraux; jusqu'a 65% de ces ventes étaient des ventes de détresse, la moitié d'entre eux étant une affaire de survie pour les familles concernées. (André and Platteau, 1995: 22) Cela suggère que l'inégalité réelle quant à la possession de terre est vraisemblablement plus élevée que les chiffres ne le laissent voir, et que ces mécanismes du marché noir sont devenus plus fréquents pendant la dernière décennie. Donc, 'il existe un nouveau groupe de propriétaires possédant cinq hectares ou plus, alors que le nombre de fermiers sans terre s'accroît rapidement' (World Bank 1991b:3; 57). Selon les données du National Agricultural Survey financé en 1984 par l'USAID, à peu près 15 pour cent des fermiers possèdent 50 pour cent des terres, surtout dans les provinces rurales de Kigali, de Gitarama et de Gikongoro. L'IWACU ajoute que 26 pour cent de la population a perdu toutes ses terres (IWACU 1991:51)!

Comme partout ailleurs en Afrique, la majorité de ces achats de terre ne sont pas effectués par de petits fermiers qui, grâce à leur labeur ardu, parviennent à acheter quelques acres de plus, mais par les 'grands hommes' enrichis en dehors du secteur agricole soit par des salaires du gouvernement, des agences d'aide, ou par le commerce (IWACU 1991:41; Downs 1988:3-9; 15). Erny, comme beaucoup d'autres, décrit la population comme 'extrêmement malheureuse à cause de l'accumulation des terres par les privilégiés du régime et de l'établissement de grands domaines pastoraux' (1994:80). La situation au Rwanda, où presque tous les pauvres dépendent de l'agriculture et où la politique publique rend impossible le déplacement vers la ville et l'emploi dans le secteur non-officiel, laisse les gens avec peu d'espoir pour l'avenir, et aucune possibilité d'échapper à l'extrême pauvreté!

En outre, l'Etat a le droit d'exproprier des terres en les compensant très peu (sinon pas du tout) et il l'exerce avec une régularité certaine en causant un profond ressentiment et la destitution (en fait, selon la loi, les terres appartiennent à l'Etat qui ne fait alors que de les reprendre des fermiers). Ainsi que l'écrit un expert de la Banque mondiale d'une façon franche non-caractéristique, 'ces lois ne sont pas rares dans le monde, mais sont appliquées d'une manière plutôt extrême au Rwanda. Par exemple, si un gouvernement local décide de déclarer une région comme zone à développement industriel, ou comme habitation pour la classe moyenne, les terres des paysans seront confisquées. Comme pratiquée, cette politique est fortement anti-pauvres' (World Bank 1994:35). La majorité des projets de développement sont caractérisés par la construction d'infrastructures, de

champs expérimentaux, de routes d'accès, etc. sur les terres confisquées de façon similaire!

Jeff Maton a montré que l'inégalité des revenus s'est accrue rapidement durant les années 80; au Rwanda, la part de revenu de la décile la plus riche a augmenté de 22 pour cent en 1982 à 52 pour cent en 1994, part largement supérieure à ce que les données de la Banque Mondiale suggèrent (Maton, 1994). Selon les données de Marysse et de ses collègues, pour une région rurale de la Province de Butare, les 20 pour cent les plus riches gagnaient 66 pour cent des revenus de la région en 1992. En même temps, 43 pour cent des foyers ne dépensaient rien sur l'éducation tandis qu'un cinquième n'avaient plus rien qui restait pour les services de santé (Marysse, De Herdt *et al.* 1993). Il faut remarquer que ces données ne tiennent compte ni des salaires et des trains de vie bien connus de la plupart des assistants techniques et des experts (tout deux calculés dans l'exemple du Burundi comme étant six cent fois plus élevés que ceux des fermiers) ni des bénéfices spéciaux d'une petite minorité de Rwandais ayant la chance de travailler avec eux (voyages à l'étranger, produits étrangers, accès aux bonnes voitures). De plus, elles ne comprennent pas, par définition, les recettes illégales de la contrebande, de la corruption, etc.

L'association étroite de toutes ces personnes avec le pouvoir en place leur permet d'accumuler la plupart de leurs fortunes. Ainsi que partout ailleurs en Afrique, les deux moyens principaux pour s'enrichir sont la spéculation terrienne et le commerce: il y avait, et il y a toujours pour le même produit, des différences de prix majeures aussi bien temporelles que spatiales, qui permettent des possibilités extrêmement fructueuses d'enrichissement (Willame 1995:160). Alors que la part du lion de la population était maintenue quasi stationnaire sur sa pauvre terre à cause de programmes qui interdisaient la migration ou qui augmentaient de façon excessive le coût d'emploi indépendant et le petit commerce, ces opportunités d'enrichissement s'ouvraient seulement aux gens ayant de bonnes relations, et ont mené à une inégalité bien accentuée et largement ressentie. Dans les années 80, tandis qu'une petite élite accroissait rapidement sa fortune, l'économie rurale du Rwanda s'effondrait et, avec elle, l'avenir de la plupart de ses jeunes.

En terminant notre discussion sur l'équité, nous avons présenté un tableau bien différent de la normale. Au début de cette section, les données de la Banque Mondiale suggéraient que l'inégalité au Rwanda est limitée et que la politique du gouvernement est neutre à ce sujet. Nous avons montré que c'était une fabrication statistique: alors que la société est divisée arbitrairement en deux parties de taille pratiquement égales (40% et 60%), on s'attend à ce que les politiques de taxation et de dépenses soient neutres; après tout, il y a peu de différence entre les deux groupes.

Les données et les procédés que nous avons décrits ci-dessus brossent un tableau bien différent dans lequel à peu près la moitié de la société rwandaise doit probablement être considérée ultra-pauvre; jusqu'à 40 pour cent de plus, pauvre; 9 pour cent non-pauvre; et 1 pour cent définitivement riche (c.a.d. les quelques milliers d'assistants techniques et d'experts qui étaient en place à n'importe quel moment, ainsi que quelques personnes bien connectés au régime). La pauvreté au Rwanda est alors bien plus profonde et bien

plus inégale que ne le suggèrent les données habituelles; elle augmentait aussi rapidement durant les années 80. L'effet de la politique gouvernementale et des projets de développement, aussi, apparaît bien différent de l'apparence bénigne présentée d'habitude, et contribue beaucoup à une inégalité croissante selon des lignes ethniques et régionales ainsi qu'à l'impunité. Il paraît que l'observation de Lipton (à savoir que les ultra-pauvres ne bénéficient pas ordinairement des projets et des tendances économiques qui pourraient faire bénéficier les pauvres) s'affirme vraie au Rwanda aussi, ce qui signifie qu'il est fort possible que jusqu'à la moitié de la société n'a pas bénéficié des progrès observés dans les données macroéconomiques. Ceci est reconnu par quelques personnes à la fois par écrit (UN 1991b:34-40) et en tant que politique: J'ai trouvé une agence d'aide de premier rang au Rwanda qui indiquait explicitement qu'elle ne cherchait pas à travailler avec les 30 pour cent les plus pauvres, parce qu'ils étaient des cas sans espoir.

2.6 Le développement en tant que contrôle des individus sur leur destinée

Au Rwanda, le système d'encadrement agricole, mécanisme de choix pour le développement dans un pays où jusqu'à 95 pour cent de la population vit de la terre, était extrêmement hiérarchique et autoritaire. La plupart des observateurs à esprit critique décrivent le rôle des fermiers comme de simples exécutants de programmes qui avaient été conçus sans tenir compte de leurs opinions (World Bank 1987:86-7; Ntamahungiro 1988; Derrier 1985:613-4).

En même temps, le contenu des messages imposés aux fermiers, et les compétences de ceux qui les imposaient, était rarement adaptés aux besoins locaux. La majorité de l'encadrement agricole était reliée à la promotion de quelques récoltes pour l'exportation -- surtout le café -- et non pas aux récoltes alimentaires ayant un intérêt majeur pour les fermiers (Little et Horowitz 1987). Les agents en charge de l'encadrement ont très peu de formation et sont largement incapables de faire plus que de transmettre des messages. Eux, comme leurs supérieurs, présentent des attitudes condescendantes envers la plupart des fermiers, voire même cherchent à les éviter. Bref, 'le système est très descendant et autoritaire... De haut en bas du système, le contenu du message subit des pertes dramatiques ... Rien que quelques messages simplifiés arrivent au niveau des fermiers. De plus, les agents en charge de l'encadrement ont tendance à se situer hiérarchiquement au-dessus des fermiers et à abuser de leurs positions.'¹⁵ Ceci est typique pour l'Afrique, mais vu l'omniprésence de l'Etat et tout l'attrail du développement rwandais -- bien plus important qu'ailleurs en Afrique -- cela a conduit à une approche de développement à style quasi-militaire, un encadrement à la limite de travaux forcés. En fait, le système de travaux communautaires obligatoires umuganda était largement perçu en tant que tel (Guichaoua 1991; Willame 1995:142).

Cela reflète la nature descendante et autoritaire de l'administration publique et de la politique menée au Rwanda. Ceci amène Guichaoua (1995b: 19) à parler 'des masses paysannes dominées, indoctrinées, mises au travail de façon autoritaire.' Bien

¹⁵ Voir aussi Erpicum (1986:22) et Nkeshimana (1987:85).

évidemment, ainsi qu'une de mes étudiantes rwandaises, agronome travaillant sur un projet financé par la Belgique, le présentait sans le comprendre: 'dans notre projet, je me demandais toujours pourquoi nous avons toujours à 'forcer' les paysans à nous écouter, à adopter les nouvelles techniques proposées par le Ministère par l'intermédiaire du projet. Pourquoi les gens résistaient-ils alors que nous ne travaillions pour leur développement?' La réponse peut bien être: parce que personne ne les a jamais écoutés, parce que l'expérience leur a prouvé que la plupart des projets destinés à leur attention ne les aident pas, parce qu'ils ne désirent pas être traités comme des enfants ignorants, parce qu'ils ont perdu toute foi dans l'entreprise du développement.

2.6.1 *Le café*

La part la plus importante du revenu des paysans vient d'une récolte unique: le café. Au niveau macroéconomique, le même est vrai pour le gouvernement qui gagne 60 - 80 pour cent de ses devises étrangères sous forme d'impôt à l'exportation sur le café (Marysse, De Herdt *et al.* 1993:28). En conséquence, il n'est pas surprenant que l'encadrement agricole par le gouvernement soit presque uniquement orienté vers le café (World Bank, 1983:39). Comme avec n'importe quoi d'autre au Rwanda, promouvoir la production du café fut accompli de façon descendante. Le déracinage des pieds de café est illégal, de même que sa plantation parmi d'autres récoltes; les fermiers peuvent être - et sont - pénalisés pour l'une et l'autre (World Bank 1983:39). La production de café était aussi obligatoire sur les ranches communautaires du gouvernement (Little et Horowitz 1987 et 1988).¹⁶

De 1969 à 1981 la production de café s'est accrue en moyenne de 4,4 pour cent (répartie de façon égale entre un accroissement de 2,2 pour cent en terrain cultivé et de 2,2 pour cent en rendement), tandis que la production de thé s'était accrue de 17 pour cent par an (accroissement annuel de 15,5 en terrain cultivé et un faible 1,3 pour cent en rendement) (World Bank 1983:39). Toutefois, la qualité de café du Rwanda s'est détériorée depuis la fin des années 70, alors que la concurrence mondiale s'est fortement accrue.

En conséquence, les prix du café sont sujets à une extrême volatilité de jusqu'à 20 pour cent ou plus (World Bank 1986b:5). Par suite, en plus d'être extrêmement pauvre, la plupart des foyers rwandais sont aussi particulièrement vulnérables aux chocs. La politique consistant à pousser à tout prix la production de café alimenta, sinon renforça, la vulnérabilité des Rwandais.

2.7 **Le développement en tant qu'(auto)-respect: le second préjudice**

Le préjudice n'existe pas au Rwanda sous une forme, mais sous deux. L'une de ces formes est l'idéologie officielle de la révolution sociale; l'autre est le préjudice de la part de ceux appelés les *évolués* - les gens de la ville, éduqués, modernes, 'développés'. -- à l'opposé de leurs frères arriérés, ruraux, illettrés, 'sous-développés.'

¹⁶ Pour une version différente voir Robins et Ndorehayo (1988).

Quelques auteurs ont mentionné ce concept en passant. Destexhe écrit sur un 'quatrième groupe ethnique qui englobe les Hutus et Tutsis ayant acquis une éducation et un savoir-faire européen. (...) Toutes ces personnes dénigrent le style de vie rural' (Destexhe 1994:68). Ce groupe a un style de vie radicalement différent de celui de la majorité de la population. Il utilise un langage différent (le français; dans toute conversation avec les gens communs, ses membres prendront soin d'utiliser des mots français, incompréhensibles à ces derniers, afin de leur faire ressentir la différence). De plus, ce groupe est lettré, voyage, a accès aux bonnes voitures, regarde la télévision, mange une cuisine et boit des bières spéciales, et s'habille différemment. Les stylos, papiers, clés de voiture mis en évidence de façon nonchalante sur le tableau de bord des voitures sont aussi d'autres importants symboles pour les *évolués*. Leur style de vie, leur culture, leur langage et leur façon de s'habiller sont préconisés comme l'unique critère moderne et désirable. Pour la petite minorité qui l'a acquis, il s'accompagne d'une attitude souvent très condescendante, rude, et manœuvrière envers les masses. Même les membres de leur propre famille sont traités comme inférieurs et leurs habitudes tournées en ridicule. Ainsi que Ntamahungiro l'écrit,

'Une mauvaise habitude c'est installée dans nos mœurs. Celle de vouloir que le riche, le puissant, le fonctionnaire, l'instruit ait toujours la préséance sur le pauvre, le faible, le non instruit, le 'non-fonctionnaire'. Cela se remarque notamment dans les réceptions, chez le juge, chez le médecin, dans l'administration et même dans les taxis. ' (...) Ce manque de respect envers les paysans se manifeste, entre autre, par la manière dont on leur parle -- souvent avec dédain et d'un ton autoritaire. Ils doivent se comporter comme inférieurs et se faire tout petits. (Ntamahungiro 1988).

Une grande partie de la population a intériorisé ces valeurs, acceptant ce style de vie comme étant le seul bon, et jugeant son propre sort comme primitif, inférieur, et très peu désirable. Il ne reste que très peu de la fierté 'traditionnelle' du paysan africain envers sa culture, au Rwanda comme ailleurs. La plupart des paysans, tout particulièrement les jeunes, considèrent que le besoin d'exploiter la terre est une démonstration d'échec et de bassesse. Ils l'abandonneraient immédiatement pour devenir un simple garde, cuisinier ou, particulièrement, chauffeur dans n'importe quel projet de développement, et pour vivre en ville (Willame 1995).

2.8 Conclusion

Du point de vue des pauvres, les résultats de trente ans de développement au Rwanda comportent: une réduction continue des perspectives d'avenir pour la majorité des gens et une vulnérabilité croissante; une masse paysanne non-informée et non-éduquée, traitée d'une manière oppressive, autoritaire et condescendante; une histoire d'impunité, de corruption, et d'abus de pouvoir par les élites locales et nationales, souvent commise au nom du développement; une frustration et un cynisme profondément ressentis par beaucoup de pauvres; et une inégalité sociale, ethnique et régionale toujours croissante. Vue d'une manière holistique, la déprivation n'a pas décru, mais s'est plutôt accrue pour la large majorité des pauvres du Rwanda. Pour la plupart de ces derniers, l'infériorité sociale, le sens d'impuissance et l'humiliation font partie de leur vie quotidienne. En

cultivant des lopins de terre de plus en plus petits et de façon de plus en plus intensive, en ne dépendant que d'une récolte de rapport pour leurs maigres revenus, leur vulnérabilité aux chocs externes a augmenté plutôt que diminué. L'espoir d'un meilleur avenir diminue avec chaque génération; la rhétorique du développement, les exhortations et les promesses sont de moins en moins croyables.

Pour la plupart d'entre nous, il est difficile d'imaginer combien crispée et encline à la frustration doit être une société dans laquelle une large majorité de la population est sujette au préjudice -- que ce soit le préjudice raciste ou le 'second préjudice' du jeu de développement qui agit au nom des pauvres mais les exclut de ses bénéfices, qui les humilie plutôt que de les fortifier. Il n'est pas du tout surprenant étant donné ces circonstances qu'il y ait une forte nécessité de chercher des boucs-émissaires et de diriger l'agression et la frustration ailleurs. Ainsi que Simpson et Yinger l'ont écrit il y a longtemps,

Le préjudice est une tentative pour donner un sens, pour expliquer. ... Le préjudice peut être une tentative pour renforcer son amour-propre ou d'en éliminer toute menace. Dans une culture qui souligne les opportunités dont chaque personne dispose pour réussir mais qui, pour un grand nombre, empêche son succès, il n'est pas surprenant de trouver beaucoup de gens qui créent une image nébuleuse du succès en se plaçant eux-mêmes, de façon catégorique, au-dessus de tous les membres des groupes inférieurs (Simpson et Yinger 1953:61).

Pour faire évoluer ces préjudices en génocide, une série d'événements et de mécanismes doivent pousser les gens à la dernière extrémité -- événements qui amènent les élites à accélérer à plein régime le degré de haine ethnique et de racisme comme stratégies d'autodéfense, et qui conduisent les masses à un désespoir et une frustration encore plus profonds. La crise économique qui commença au milieu des années 80, les défis politique au régime, et la guerre civile qui commença en 1990 ont fourni ces poussées.

III LA RADICALISATION DU PRÉJUDICE: LA POUSSÉE VERS LE GÉNOCIDE

3.1 La crise économique

La crise économique confrontée par le Rwanda fut à la fois financière et agricole. Un déclin, qui dura une décennie, du prix international du café, exportation principale du Rwanda, commença en 1985. Les recettes provenant de l'exportation de café ont diminué de 144 million \$U.S. en 1985 à \$30 million en 1993 (FAO 1994). Ceci a beaucoup réduit les recettes de l'Etat rwandais aussi bien que le pouvoir d'achat de la plupart des foyers ruraux (Marysse, Ndayambaje *et al.* 1992:45). Les données disponibles indiquent que le PNB global par habitant a diminué de 355 \$U.S. en 1983 à \$260 en 1990.

A la suite de cette crise, la dette extérieure du Rwanda, bas comparé aux standards africains jusqu'à la fin des années 70, s'est accru rapidement, et le gouvernement a dû signer un programme d'ajustement structurel avec la Banque Mondiale en 1991. Pour relancer les exportations de café et réduire les importations, la monnaie rwandaise a été dévaluée deux fois: de 40 pour cent en 1991 et de 15 pour cent supplémentaire en 1993. L'expansion des emplois dans le secteur public s'est arrêtée (sauf l'armée), et les salaires se sont détériorés. En même temps, des parts plus importantes du budget gouvernemental restant ont été assignés au remboursement de la dette et, après 1990, à l'effort de guerre (PNUD 1995).

En même temps, une sévère crise agricole/alimentaire secoua le Rwanda. Selon des recherches récentes, 'pendant la période 1984-91, les kcal. produites par les fermiers rwandais ont diminué de 2,055 par personne par jour à 1,509,' c'est-à-dire d'un niveau déjà bas à un niveau intolérable (FAO-GIEWS 1995; Clay, Byiringiro *et al.* 1995:1).¹⁷ Ce déclin est le résultat d'une combinaison de facteurs à la fois conjoncturels et structurels: des fluctuations climatiques au milieu et à la fin des années 80; des effets d'érosion, la dégradation des terres, et la pauvreté, joints à l'effondrement du modèle de développement suivi jusque là.¹⁸ Dès 1990, la guerre civile a intensifié la crise agricole.

Les données sur la croissance de la population suggèrent combien la crise était sévère et combien elle affectait profondément la vie du peuple. Entre 1982 et 1992, le taux de fertilité au Rwanda a plongé de 8,4 à 6,2 enfants par femme (Barrere, Schoemaker *et al.* 1994:30). De telles baisses rares et dramatiques ont été interprétées dans d'autres contextes comme une réflexion de l'insécurité profonde ressentie par les gens au sujet de

¹⁷ Voir aussi World Resources Institute (1996; Table 10.1).

¹⁸ Je crois que la crise structurelle agricole rwandaise résulte autant des limites du modèle de développement adopté par le Rwanda et présenté ci-dessus, que des conditions écologiques du milieu rural. Je n'adhère donc pas à une vision néo-Malthusienne simple: voir Uvin, 1996 et Ford, 1995; Olson, 1995; Percival & Homer-Dixon, 1995.

leur avenir, les menant à retarder l'âge de leur mariage et la naissance de leur premier enfant, et à désirer des familles beaucoup plus petites (André and Platteau, 1995: 10; Olson, 1995: 219; voir aussi Working Group on Demographic ... 1993).

3.2 Les défis politiques aux élites

Au début des années 90, trois processus se sont associés pour accroître fortement la pression politique sur le régime. Le premier fut la hausse de mécontentement interne dans le pays, en provenance principalement des Hutus urbains mécontents et se répandant à travers la campagne. Ceci prit une allure régionale, l'opposition politique venant en majorité du sud et du centre. En effet, les positions de puissance dans le régime Habyarimana étaient presque exclusivement monopolisées par des personnes originaires du nord (d'où venaient le président et sa famille), et la plupart des investissements publics prirent place dans cette région. Selon certaines données, de 1982 à 1984, neuf-dixièmes de tous les investissements eurent lieu dans les quatre provinces de Kigali, Ruhengeri, Gisenyi et Cyangugu (la première est celle qui contient la capitale, les autres sont des provinces du nord, la région du président *sensu largu*), tandis que Gitarama, la province la plus peuplée après Kigali, ne reçut que 0,16 pour cent et Kibuye 0,84 pour cent (World Bank 1987:12; Nshinuyunurenyi 1993). La corruption générale, l'exclusion géographique, et la déception ressentie à cause du faible taux de développement se sont combinées pour lancer, de l'intérieur, un défi au régime.

La seconde menace fut l'invasion du 1er octobre 1990 menée de l'Ouganda par le Front Patriotique Rwandais (FPR), une armée de guérilla de taille réduite mais ayant de l'expérience. Elle était principalement, mais pas exclusivement, composée de descendants des vieux réfugiés tutsi qui avaient combattu du côté de Museveni dans la guerre civile pour le contrôle de l'Ouganda. Bien que l'invasion fut repoussée, le FPR continua à contrôler une partie du territoire au nord-est, et sa menace était permanente. Cette guérilla a conduit au massacre de nombreux innocents civils, bien que le nombre exact ne soit pas connu (Reijntjens 1995:116). Cela créa aussi des flots de réfugiés, atteignant jusqu'à 900.000 personnes à un moment donné: des innocents parqués dans des camps sordides près de Kigali qui avaient perdu leurs terres et leurs moyens de vivre.¹⁹ La guerre produisit un renforcement à court terme de la position interne du gouvernement (Reijntjens 1994:93, 150, 181; Guichaoua, 1995: 16), mais en même temps posa des menaces majeures: d'une part, à cause de son danger militaire évident; et d'autre part parce qu'un certain nombre de groupes d'opposition interne firent éventuellement des avances envers le FPR.

Finalement, après la fin de la Guerre froide, la communauté internationale s'est subitement découvert un attachement profond avec la démocratie, et mis pression sur le régime pour qu'il se démocratise et négocie le partage du pouvoir avec le FPR et l'opposition domestique, et organise des élections libres (Reijntjens 1994:104ff). En conséquence, dès le mois de juillet 1991 des partis politiques étaient permis, et à partir de 1992, des soi-disant gouvernements de coalition s'étaient formés (Reijntjens 1994;

¹⁹ A la fin de 1993, ce chiffre s'est baissé à 300.000 (World Bank 1994:12-3).

Prunier 1995). Je ne fournirai pas de descriptions détaillées des plateformes politiques, des stratégies, et des alliances entre les principaux participants au gouvernement, dans l'armée, dans le FPR, ainsi que dans de petits mais nombreux partis d'opposition. Je n'analyserai pas non plus les négociations d'Arusha pour la paix *cum* démocratisation qui se sont montrées lentes, hésitantes et ambiguës, ni les tentatives d'arrangement mises en place à partir de 1992 pour le partage du pouvoir; ceci a déjà été fort bien fait²⁰ et n'est que d'importance minime à l'argumentation que je cherche à développer ici.

Il suffit de dire que ces mécanismes ont menacé d'enlever au régime d'Habyarimana et ses acolytes leur contrôle de l'Etat. Le régime était sous attaque de tous les côtés, et une partie de ses membres principaux a eu recours à la solution normale, ayant toujours résisté au passage du temps: renouveler la haine ethnique. L'ethnicité pouvait servir à unir une grande majorité de la population autour du gouvernement, à ébranler les gains de l'opposition, à combattre le FPR, et à rendre les élections impossibles. L'ethnicité allait devenir l'outil utilisé par les factions de l'élite pour consolider leur pouvoir, comme cela avait été le cas au cours des trente années précédentes (de Heusch 1994). Ces factions ne furent pas invitées à participer aux négociations d'Arusha, mais cela ne les a pas empêché d'accroître leur importance (avec le support actif de la présidence et des plus hauts niveaux du pouvoir) et de comploter l'usage de la violence pour éliminer les menaces à l'encontre de ses privilèges (Adelman et Suhrke 1996).

3.3 De la peur des élites à l'incitation au génocide

Sous la direction du soi-disant *akazu*, la petite clique qui se forma autour de Habyarimana et de sa belle famille, toute une variété de dynamiques furent installées pour radicaliser le préjudice raciste. Le premier fut l'extention de la menace provenant du FPR à *tous* les Tutsis. L'expression la mieux documentée de cette stratégie est intervenue immédiatement après l'invasion du FPR. La nuit du 4 Octobre 1990, l'armée rwandaise orchestra une attaque sur Kigali. Ceci trompa le monde pendant fort longtemps (le subterfuge ne fut découvert que quelques mois plus tard), renforça un sens de psychose contre 'l'ennemi de l'intérieur,' et fut utilisé pour justifier l'imprisonnement de quelques 10.000 Tutsis. La plupart ne fut libérée qu'après des mois, sous pression internationale; de nombreux furent torturés, certains tués, ou leurs possessions volées (Prunier 1995; Pabanel 1995:118). Ainsi, un lien direct a été créé entre les rebelles et tous les Tutsis dans le pays (Nkubito 1992:22).

Plus généralement, durant les rallyes politiques et les discours, ainsi que dans les journaux extrémistes à langage local et à la radio (tout spécialement l'ignoble Radio Libre des Mille Collines et le Kangura, un journal privé), les Tutsis étaient constamment soumis à de la propagande heineuse²¹. Cela consistait à des incitations explicites et régulières aux massacres de masse, aux attaques verbales envers les Tutsis à la publication de listes comprenant les noms des gens à tuer, et à des menaces envers

²⁰ Voir Reijntjens (1994:112), Guichaoua (1995); et Prunier (1995).

²¹ Il faut remarquer que, d'après de récentes données dans Barrere (1994:20), peu de foyers ont accès aux medias de communication de masse, particulièrement dans les régions rurales: seulement 30 pour cent des foyers ruraux possèdent une radio, par exemple, contre 62 pour cent dans les régions urbaines.

quiconque ayant des relations avec les Tutsis, etc. (Chretien 1991; Centre Nord-Sud 1994). Ces voix génocides et extrémistes n'étaient non seulement tolérées mais aussi supportées moralement et financièrement par les personnes aux plus hauts niveaux du gouvernement et de la hiérarchie militaire (Reijntjens 1994).

Durant la même période furent créés des groupes politiques extrémistes qui préconisaient la haine et la violence, de nouveau avec le soutien de ceux aux plus hauts échelons. Ils comprenaient le CDR (Comité de Défense de la Révolution, un parti à la droite, mais proche, de celui d'Habyarimana) aussi bien que des milices armées (l'ignoble *interahamwe* et *impuzamugambi*) associée à la fois au CDR et au parti d'Habyarimana (Human Rights Watch 1994). Ces partis et groupes ont servi à radicaliser et à diviser l'opposition ainsi qu'à ralentir le processus de négociations d'Arusha. Bientôt, sous pression émanant de la polarisation sociale, d'autres partis d'opposition commencèrent à se fissurer entre des factions radicales (les soi-disant factions 'hutu power' qui étaient proches du CDR et de sa ligne politique) et des factions modérées. Durant le génocide la plupart des chefs de ces factions modérées furent massacrés.

Dès le début, de fréquents massacres des Tutsis furent commis par les gardes présidentielles et par les nouvelles milices (Reijntjens 1994:117). Des milliers de Tutsis furent tués entre 1990 et 1993, souvent par 'une populace' dirigée par les autorités locales, des politiciens nationaux, et la police. La participation des autorités à ces crimes de terreur est bien documentée et était largement connue (Human Rights Watch 1994). Des quantités massives d'armements furent importées au Rwanda et distribuées à la milice.

Tous ces processus sont bien documentés et sont similaires à ceux qui se sont produits auparavant dans le monde en période de génocide (Du Preez 1994:83, 101-07). Ils réussirent à disséminer la peur ethnique à travers la société, à organiser et légitimiser les forces de violence et de génocide, et désensibiliser les gens à la violence.²² Par action et parole, ces processus contribuèrent à la déhumanisation des Tutsis, autorisèrent et rendèrent familier l'usage de la violence à leur égard.

En avril 1994 quand l'avion, transportant Habyarimana qui revenait d'une négociation de paix à Arusha, fut abbatu, les événements se déroulèrent selon un scénario prévisible. La milice était prête ainsi que les victimes. La violence commença à Kigali et fut largement commise par les gardes présidentiels, la milice, et l'armée. Cela prit des semaines pour qu'elle se répande dans le reste du pays. Un soi-disant gouvernement intérimaire remplaça des gouverneurs provinciaux et des bourgemèstres qui ne participaient pas spontanément aux massacres par de nouveaux extrémistes, et faisait venir la milice de la ville capitale. C'était alors que la violence s'est répandue au reste du pays. Des centaines de milliers d'enfants, de femmes et des hommes, tous sans défense, ont été tués. Des dizaines de milliers de gens y ont participé (African 1994).

²² Pour des discussions d'exactly ces mêmes processus avant l'Holocauste, voir Kelman et Hamilton (1993:235); Sabini et Silver (1993:121-3); et Goldhagen (1996:137).

IV CONCLUSION:

LA VIOLENCE STRUCTURELLE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Il y a des décennies, Johan Galtung (1969) et plus tard Pierre Spitz (1978) ont écrit à propos de la violence structurelle de faim et de la pauvreté, par laquelle l'inégalité et l'impuissance refusent aux pauvres l'opportunité de vivre décemment ou même de se nourrir (bien qu'ils soient les principaux producteurs de l'alimentation mondiale), ainsi que de la 'déhumanisation' des pauvres par une aide au développement descendante qui perpétue sinon fortifie la violence structurelle. Galtung (1969: 168; 1990: 292) définissait la violence comme l'ensemble de facteurs qui font que les réalisations physiques et mentales des individus sont en dessous de leurs potentialités. Ainsi la violence peut être inhérente dans la structure d'une société, se manifestant sous la forme de 'perspectives d'avenir' hautement inégales. Un exemple: 'une société dans laquelle l'espérance de vie est deux fois plus élevée dans les classes supérieures que dans les classes inférieures, est violente même si il n'est pas possible d'identifier un acteur concret qui attaque d'autres, comme dans le cas d'un tueur.' (Galtung, 1969: 169, 171)

Le Rwanda, comme beaucoup d'autres pays soi-disant en voie de développement, est par structure une société très violente. Violente non seulement lorsqu'elle subit un énorme dommage physique par conflit armé de la part d'un groupe contre l'autre, comme c'était le cas dès 1990. La violence structurelle se manifeste par une profonde et toujours croissante inégalité de perspectives d'avenir; par la corruption, l'arbitraire, et l'impunité; par le manque d'accès à l'information, à l'éducation, aux services santé, et aux besoins élémentaires; et par un Etat et un système d'aide omniprésents, autoritaires et condescendants qui limitent au lieu d'enrichir les perspectives d'avenir de la plupart des gens.

Le mal psychologique et physique (maladie, malnutrition) qui résulte de ces formes de violence structurelle n'est peut-être pas aussi visible que les images des fosses communes apparaissant de temps en temps à la télévision, mais leurs effets sont toujours aussi profonds et débilissants. Si l'on reconnaît la condition de la violence structurelle, on peut comprendre que les éclatements de violence meurtrière ne sont pas un nouveau phénomène, mais font essentiellement partie d'un continuum de violence omniprésente au sein de laquelle la violence engendre la violence, les victimes deviennent temporairement les agresseurs, puis à nouveau les victimes.

La violence aiguë est utilisée alors pour de différents objectifs: c'est un outil à employer en vue de gain personnel temporaire; c'est une soupape de sûreté (favorisant le relâchement de la pression due à la frustration et au manque d'amour-propre) qui est acceptée voire encouragée par les responsables politiques; et c'est aussi une possibilité d'emploi pour les quelques chanceux qui rejoignent milices et bandes, leur gain potentiel largement supérieur à toute opportunité légale disponible. La violence structurelle engendre la violence aiguë et vice versa. Les tentatives pour financer un développement induit défini en tant que croissance économique (tout en négligeant même les questions

sociales, politiques et ethniques) ne limiteront que très peu la violence si toutefois elles n'y contribuent pas.

La violence au Rwanda a eu pour l'origine une idéologie raciste et génocidaire qui par suite s'alimentait de deux mécanismes structurels fondamentaux: l'un ayant son origine au sommet, l'autre à la base. Depuis des décennies, le racisme anti-tutsi avait servi de stratégie en vue de légitimer le pouvoir en place. Ce racisme a été maintenu actif grâce à une structure discriminatoire publique dans laquelle il n'a jamais été autorisé d'oublier le 'problème tutsi.' Sous la menace provoquée par des processus économiques et politiques, une partie de l'élite a eu recours à un usage accéléré de l'ancienne stratégie et réussi à la répandre à travers la société. En même temps, le préjudice raciste était le moyen pour les gens du peuple, soumis à la violence structurelle et à l'humiliation, de donner du sens à leur malheur par voie de projection et en rejetant la responsabilité de leur misère sans cesse croissante sur des boucs-émissaires. Le racisme soutenu par l'Etat a donné un sens de valeur aux Hutus laissés-pour-compte aussi bien qu'une 'explication' pour le mal-développement auquel ils étaient soumis dans la vie quotidienne. Ainsi que l'ont écrit Simpson et Yinger dans leur travail important sur le préjudice: 'la définition des groupes comme étant inférieurs provient de ceux en haut de l'échelle - une expression de leur droit à gouverner - aussi bien que des personnes frustrées se trouvant souvent en bas, comme l'expression de leur besoin de sécurité' (Simpson et Yinger 1953:83).

Le génocide rwandais était le résultat extrême de l'échec d'un modèle de développement basé sur l'exclusion ethnique, régionale et sociale; qui augmentait la privation, l'humiliation et la vulnérabilité des masses; qui a permis au racisme et à la discrimination, supportés par l'Etat, de continuer sans répit; qui était trop hiérarchique et autoritaire; et qui a laissé les masses mal informés, non-éduqués et incapables de résister aux slogans. C'était aussi l'échec d'une pratique de coopération de développement basée sur une amnésie ethnique, la technocratie, et l'aveuglement au politique.

Quel est le rôle de l'aide au développement dans tout cela? La réponse n'est pas facile. On peut commencer en observant que le système d'aide au développement ne tient toujours pas compte de la plupart des aspects non-économiques du développement mais favorise une approche économique/ technique beaucoup plus étroite. Ne figurent pas au coeur de son mandat: les violations des droits de l'homme, l'inégalité de revenu, l'autoritarisme, l'humiliation, la peur, ou l'impunité persistente de la vie quotidienne. Bien que les praticiens du développement en reconnaissent l'importance, ils considèrent toutefois que ces questions sont en dehors du mandat de l'aide au développement (Tomasevski 1989; Stavenhagen 1990). Par suite il n'existe aucun rapport d'affaires entre le système d'aide au développement et les entités qui s'occupent de ces facteurs telles que les mouvements politiques, les organisations des droits de l'homme, et les syndicats. Naturellement cette ignorance délibérée ne fait pas disparaître ces questions, ni ne limite leur effet sur le développement, même défini de façon étroite. Elle permet plutôt la continuation, sinon le renforcement, du processus d'exclusion et d'humiliation, à la grande joie de ceux qui en bénéficient. Donc, beaucoup d'aide au développement facilite la fondation d'une inégalité croissante et de mal-développement, ainsi que d'une violence structurelle et éventuellement aiguë.

De plus, la plupart du système d'aide au développement continue à fonctionner d'une manière descendante qui ignore la créativité, les capacités, les passés, et le sens de valeur des personnes concernées (Rader 1990:229). Ceci va la main dans la main avec le fonctionnement du système étatique qui, pour les mêmes raisons idéologiques aussi bien que pour des raisons pressantes de contrôle politique, est aussi extrêmement hiérarchique, autoritaire et ignorant de la dynamique locale. En conséquence le crédo idéologique des 'développeurs' et les exigences du pouvoir en place se réunissent afin de définir le développement en grande partie sans le feedback du peuple, sans beaucoup de respect pour les pauvres, et souvent sans leur procurer beaucoup de bénéfices.²³

Ceci a une influence certaine sur les esprits et les aspirations des gens. Au lieu de considérer l'individu et ses valeurs, les ensembles macroéconomiques et technologies sont jugés être l'essence fondamentale du développement. On ne devrait donc pas s'étonner que le peuple s'oppose à ces machinations réductrices soit en étant passif, odieux, fondamentaliste, cynique, raciste ou violent. Comme l'a écrit Soedjatmoko, ancien recteur de l'UNU, 'sans la liberté de dissidence, la responsabilité quant à la création d'impulsions génératrices de développement dans la société disparaît' (cité en Tomasevski 1989:155).

²³ Voir aussi CIDSE (1995).

BIBLIOGRAPHIE

- Adelman, H. and A. Suhrke. 1996. *Early Warning and Conflict Management*. Copenhagen: Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda.
- African Rights*. 1994. Rwanda. Death, Despair and Defiance. London: African Rights.
- Anderson, B. 1991. *Imagined Communities*. New York: Verso.
- André, C. and Platteau, J-P., 1995. *Land Tenure under Unendurable Stress: Rwanda Caught in the Malthusian Trap*. Namur, Centre de Recherche en Economie du Développement, Faculty of Economics, University of Namur, Sept.
- Barrere, B., J. Schoemaker *et al.* 1994. *Enquête Démographique et de Santé, Rwanda 1992*. Kigali: Office National de la Population et Demographic and Health Surveys Macro International Inc.
- Braun, E. 1990. Une bonne association pour une autopromotion efficace. *Dialogue* Sept.-Oct. (142).
- Caviezel, L. and P. Fougla. 1989. *L'ajustement structurel, l'emploi et la pauvreté au Burundi*. Bujumbura: Bureau International du Travail.
- Centre Nord-Sud. 1994. *Le Rwanda dans son contexte régional: Droits de la personne, réconciliation et réhabilitation. Document de synthèse préparé pour la conférence de La Haye, 16-17 Sept. 1994*. Centre Nord-Sud, Centre Européen pour l'Interdépendance et la Solidarité Mondiales, Conseil de l'Europe, NCOS.
- Chambers, R. 1995. *Poverty and Livelihoods: Whose Reality Counts*. Sussex: IDS.
- Chatterjee, P. 1993. *The Nation and Its Fragments. Colonial and Postcolonial Histories*. Princeton: Princeton University Press.
- Chretien, J. P. 1991. 'Presse Libre' et propagande raciste au Rwanda. *Politique Africaine* 42.
- CIDSE, Caritas Internationalis. 1995. *Workshop on Rwanda. Final Report*. Leuven, Belgium: Caritas Internationalis.
- Clay, D., F. Byiringiro, *et al.* 1995. *Promoting Food Security in Rwanda through Sustainable Agricultural Productivity: Meeting the Challenges of Population Pressure, Land Degradation, and Poverty*. Michigan State University, Department of Agricultural Economics.
- de Heusch, L. 1994. Anthropologie d'un génocide: le Rwanda. *Les Temps Modernes* 49(579): 1-19.
- de la Masseliere, C. 1992. Les resserrement de l'espace agraire au Rwanda, les paysans dans la crise. *Etudes Rurales* (125-126): 99-115.
- Derrier, J-F. 1985. Public works programmes in Rwanda. Conditions for Popular Participation. *International Labour Review* 124(5): 611-21.

- Des Forges, A. 1994. *Human Rights in Burundi and Rwanda and US Policy*. Washington.
- Destexhe, A. 1994. *Rwanda. Essai sur le génocide*. Bruxelles: Editions Complexe.
- Downs, R. E. and S. P. Reyna. 1988. Introduction. In *Land and Society in Contemporary Africa*, edited by R. E. Downs and S. P. Reyna. Hanover: University Press of New England.
- Du Preez, P. 1994. *Genocide. The Psychology of Mass Murder*. London: Boyars/Bowerdean.
- Erny, P. 1994. *Rwanda 1994*. Paris: L'Harmattan.
- Erpicum, R. 1986. Le paysan et l'agronome. *Dialogue* (July-Aug.) 117.
- FAO-GIEWS. 1995. *Food Supply Situation and Crop Prospects in Sub-Saharan Africa*. Rome.
- FAO. 1994. *The State of Food and Agriculture, 1994*. Rome: FAO.
- Ferguson, J. 1990. *The Anti-politics Machine. 'Development', Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Ford, R. E. 1995. The Population-Environment Nexus and Vulnerability Assessment in Africa. *Geo-Journal* 35(2).
- Franche, D. 1995. Généalogie du génocide rwandais. Hutu et Tutsi: Gaulois et Francs? *Les Temps Modernes* 49 (582).
- Funga, F. 1991. Pouvoir, ethnies et régions. *Dialogue* (149).
- Galtung, J. 1969. Violence, Peace, and Peace Research. *Journal of Peace Research*, 6 (1): 167-191.
- Galtung, J. 1990. Cultural Violence. *Journal of Peace Research*, 27 (3): 291-305.
- Goldhagen, D. J. 1996. *Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*. New York: Alfred Knopf.
- Grosse, S., K. Krasovec, et al. 1995. *Evaluating Trends in Children's Nutritional Status in Rwanda*. Michigan State University, Department of Agricultural Economics.
- Groupe d'Ecoute et Réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs. 1995. *Pour en terminer avec la 'culture de l'impunité' au Rwanda et Burundi*. Geneva: Institut Universitaire d'Etudes du Développement.
- Guichaoua, A. 1991. Les 'travaux communautaires' en Afrique Centrale. *Revue Tiers-Monde* 32 (127) juillet-sept.
- Guichaoua, A. (ed). 1995a. *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*. Lille/Paris: Université des Sciences et Technologie/Karthala.
- Guichaoua, A. 1995b. Rwanda: de l'omniprésence des aides au désengagement international. *L'Afrique Politique*, 13-27.
- Gurr, T. R. 1993. *Minorities at Risk. A Global View of Ethnopolitical Conflicts*. Washington, DC: US Institute of Peace Press.

- Human Rights Watch. 1994. Human Rights in Africa and US. Policy. *Human Rights Watch Africa*. July 6(6).
- Humana, C. 1992. *World Human Rights Guide*. Third Edition. New York: Oxford University Press.
- ICHRDD. 1995. International Centre for Human Rights and Democratic Development/Centre International des Drois de la Personne et du Développement Democratique. *Pour un système de justice au Rwanda*. Jan. Montreal: ICHRDD.
- IWACU. 1991. Bilan de la pauvreté au Rwanda. In *Rapport du séminaire des agences du système des Nations Unies sur la lutte contre la pauvreté*. Kigali: United Nations.
- Kabirigi, L. 1994. *Génocide au Rwanda: Honte pour l'humanité. Réflexions d'un responsable d'une ONG sous-régionale*. Bujumbura/Kigali: Programme Régional de Formation et d'Échanges pour le Développement. PREFED.
- Kelman, H. and V. L. Hamilton. 1993. Sanctioned Massacres. *Political Psychology. Classic and Contemporary Readings*. N. J. Kressel. New York: Paragon House Publ: 232-240.
- Kuper, L. 1977. *The Pity of It All*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Lemarchand, R. 1970. *Burundi and Rwanda*. New York: Praeger.
- Lemarchand, R. 1982. *The World Bank in Rwanda. The Case of the Office de Valorisation Agricole et Pastorale de Mutara (OVAPAM)*. Bloomington: University of Indiana, African Studies Program.
- Lipton, M. 1988. *The Poor and the Poorest*. Washington, DC: World Bank.
- Little, P. and M. Horowitz. 1987. Subsistence Crops are Cash crops. Some Comments with Reference to East Africa. *Human Organization* 46(3): 254-7.
- Little, P. and M. Horowitz. 1988. Author's Reply. *Human Organization* 47(3): 271-3.
- Marysse, S., T. De Herdt, et al. 1993. *Appauvrissement de la population rurale et ajustement structurel: causalité au coincidence? Le cas de Kirarambogo (Rwanda)*. Antwerp: Centre for Development Studies.
- Marysse, S., E. Ndayambaje, et al. 1992. *Revenus ruraux au Rwanda avant l'ajustement structurel. Cas de Kirarambogo*. Louvain La Neuve: CIDEP.
- Mason, J., U. Jonsson, et al. 1996. Is Childhood Malnutrition Being Overcome? *The Hunger Report 1995*, edited by E. Messer and P. Uvin. New York: Gordon and Breach: 157-84.
- Maton, J. 1994. *Développement économique et social au Rwanda entre 1980 et 1993. Le dixième décile en face de l'Apocalypse*. Ghent: Faculty of Economics, Unit for Development Research and Teaching, State University of Ghent.
- Medard, J.-F. 1991. Autoritarismes et démocraties en Afrique Noire. *Politique Africaine*. 43: 92-104.
- Mkundabigenzi, F. 1961. *Le Rwanda politique (1958-1960)*. Brussels: CRISP.

- Munyakazi, L. 1993. La question ethnique: un problème mal-posé. *Dialogue* Sept.-Oct. 170.
- Nations Unies. 1991. *Rapport du séminaire des agences du système des Nations Unies sur la lutte contre la pauvreté*. Nations Unies.
- Newbury, C. 1988. *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda 1860-1960*. New York: Columbia University Press.
- Newbury, C. 1992. Rwanda: Recent Debates over Governance and Rural Development. In *Governance and Politics in Africa*, edited by G. B. Hyden: Boulder: Lynne Rienner.
- Nkeshimana, A. 1987. Vulgarisation agricole: déficience d'un système. *Dialogue* juillet-août. 123.
- Nkubito, A. 1992. Rwanda: violations des droits de l'homme. *Dialogue* 152.
- Nshiniyunurenyi, B. 1993. Le développement rural au Rwanda: bilan de l'intégration et perspectives pour l'auto-promotion régionale. Seminar paper. Institut Universitaire d'Etudes du Développement.
- Ntamahungiro, J. 1988. Eloge du paysan rwandais. *Dialogue* Sept.-Oct. 130.
- Olson, J. 1995. Behind the recent tragedy in Rwanda. *Geo-Journal* 35(2): 217-22.
- OXFAM. 1996. *Rwanda Never Again - The Search for Durable Solutions in the African Great Lakes Region*.
- Pabanel, J.-P. 1995. Bilan de la deuxième République rwandaise: du modèle de développement à la violence générale. *Politique Africaine* 57:112-23.
- Percival, V. and T. Homer-Dixon. 1995. *Environmental Scarcity and Violent Conflict: The Case of Rwanda*. Toronto: University of Toronto.
- Physicians for Human Rights. 1994. *Rwanda 1994, A Report of the Genocide*. London.
- PNUD. 1995. *Rapport Mondial sur le Développement Humain*. Oxford: Oxford University Press.
- PNUD. 1996. *Rapport Mondial sur le Développement Humain*. Oxford: Oxford University Press.
- Prunier, G. 1995. *The Rwanda crisis: history of a genocide*. New York: Columbia University Press.
- Rader, V. 1990. Human Needs and the Modernization of Poverty. In *Conflict: Human Needs Theory*, edited by J. Burton. New York: St Martin's Press.
- Reijntjens, F. 1994. *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi: 1988-1994*. Paris: Karthala.
- Reijntjens, F. 1995. *Rwanda. Trois jours qui ont fait basculer l'histoire*. Paris/Brussels: Karthala/CEDAF.
- Robins. E. and V. Ndorehavyo. 1988. Agricultural Policy and Practice in Rwanda. A Response to Little and Horowitz. *Human Organization* 47(3): 270-1.

- Ross, M. H. 1993. *The Culture of Conflict. Interpretations and Interests in Comparative Perspective*. New Haven, London: Yale University Press.
- Sabini, J. P. and M. Silver. 1993. Destroying the Innocent with a Clear Conscience: A Sociopsychology of the Holocaust. In *Political Psychology. Classic and Contemporary Readings*, edited by N. J. Kressel. New York: Paragon House Publishers.
- Schoepf, B. G. 1995. Genocide and Gendered Violence in Rwanda, 1994. Paper delivered at the 1995 American Anthropological Association Annual Meeting, Washington DC.
- Simpson, G. E. and J. M. Yinger. 1953. *Racial and Cultural Minorities: an Analysis of Prejudice and Discrimination*. Third edition. New York: Harper and Row.
- Spitz, P. 1978. Silent violence: famine and inequality. *International Social Science Journal* XXX 4:867-92.
- Stavenhagen, R. 1990. *The Ethnic Question. Conflicts, Development, and Human Rights*. Tokyo: United Nations University Press.
- Tomasevski, K. 1989. *Development Aid and Human Rights*. New York: St. Martin's Press.
- UNICEF. 1995. *State of the World's Children*. Oxford: Oxford University Press.
- United Nations. 1991a. Department of International Economic and Social Affairs. *The Sex and Age Distributions of Population. The 1990 Revision of the UN Global Population Estimates and Projections*. New York: United Nations.
- United Nations. 1991b. *Rapport du seminaire des agences du système des Nations Unies sur la lutte contre la pauvreté*. Kigali.
- Uvin, P. 1996. Tragedy in Rwanda. The Political Ecology of Conflict. *Environment* 38(3): 6-15, 29.
- Voyame, J., R. Friedli, et al. 1996. *La coopération suisse au Rwanda*. Bern, Département Fédéral des Affaires Etrangères.
- Warren, L. B. (ed). 1993. *The Violence Within: Cultural and Political Opposition in Divided Nations*. Boulder: Westview Press.
- Willame, J-C. 1995. *Aux sources de l'hecatombe rwandais*. Paris/Brussels; Karhala/CEDAF.
- Working Group on Demographic Effects of Economic and Social Reversals. 1993. *Demographic Effects of Economic Reversals in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC: National Academy Press.
- World Bank. 1976. *Memorandum on the Economy of Rwanda*. Washington, DC: Eastern Africa Country Programs II.
- World Bank. 1979. *Mutara Agricultural and Livestock Development Project (Phase II). Staff Appraisal Report*. Washington, DC: Eastern Africa Region. Central Agricultural Division.
- World Bank. 1981. *Mutara Agricultural Development Report (Credit-RW). Project Performance Audit Report*. Washington, DC: Operations Evaluation Department.

- World Bank. 1983. *Rwanda Economic Memorandum. Recent Economic and Sectoral Developments and Current Policy Issues*. Washington, DC: Division C, Country Programs II, Eastern Africa Region.
- World Bank. 1984. *Rwanda Population, Health and Nutrition Section Review*. Washington, DC: Population, Health and Nutrition Department.
- World Bank. 1986a. *Rwanda Economic Memorandum. Recent Economic Developments and Current Policy Issues*. Washington, DC: Country Programs II, Eastern and Southern Africa.
- World Bank. 1986b. *Rwandese Republic. A Third Education Project. Staff Appraisal Report*. Washington, DC: Education and Manpower Development Division, Eastern and Southern Africa Regional Office.
- World Bank. 1987. *Rwanda. The Role of the Communes in Socio-Economic Development*. Washington, DC: South, Central and Indian Ocean Department.
- World Bank. 1989a. *Rwanda Agricultural Services Project. Staff Appraisal Report*. Washington, DC: Agricultural Operations Division, South Central and Indian Ocean Department, Africa Region.
- World Bank. 1989b. *Rwanda Public Expenditure Program. An Instrument of Economic Strategy. Volume I*. Washington, DC: South Central and Indian Ocean Department, Africa Region.
- World Bank. 1991a. *Mutara Agricultural and Livestock Development Project (Phase II) Credit 937-RWA Project Completion Report*. Washington, DC: Agricultural Operations Division, South Central and Indian Ocean Department, Africa Region.
- World Bank. 1991b. *Rwanda Agricultural Strategy Review*. Washington, DC: Agricultural Operations Division, South Central and Indian Ocean Department, Africa Region.
- World Bank. 1991c. *Rwanda Financial Sector Review*. Washington, DC: Industry and Energy Operations Division, South Central and Indian Ocean Department, Africa Region.
- World Bank. 1991c. *Trends in Developing Economies 1991*. Washington, DC.
- World Bank. 1994. *Rwanda Poverty Reduction and Sustainable Growth*. Washington, DC: Population and Human Resources Division, South Central and Indian Ocean Department, Africa Region.
- World Bank. 1995. *Rapport sur le développement dans le monde*. Oxford: Oxford University Press.
- World Resources Institute. 1996. *World Environmental Tables*. Washington, DC: WRI, UNDP, UNEP.

UNU/WIDER Research for Action series

- RFA1** Hunger and Entitlements by Amartya Sen, January 1988 *out of print*
- RFA2** Lessons of the Golden Age of Capitalism by Stephen A. Marglin, April 1988
- RFA3** Conditionality: Facts, Theory and Policy by Dragoslav Avramovic, July 1989
- RFA4** The World Economic and Financial Crisis by Celso Furtado, Lal Jayawardena and Masaru Yoshitomi, November 1989 *out of print*
- RFA5** The Affinity between Ownership and Coordination Mechanisms. The Common Experience of Reform in Socialist Countries by János Kornai, January 1990
- RFA6** Towards a Peaceful Sri Lanka. Six Introductory Seminars for University Students by Carlo Fonseka, October 1990
- RFA7** Gender, Development, and Policy: Toward Equity and Empowerment by Valentine M. Moghadam, November 1990
- RFA8** Foreign Resource Flows and Developing Country Growth by Lance Taylor, March 1991
- RFA9** A Global Environmental Compact for Sustainable Development: Resource Requirements and Mechanisms by Lal Jayawardena, August 1991
- RFA10** Privatization and Democratization in Central and Eastern Europe and the Soviet Union: The Gender Dimension edited by Valentine M. Moghadam, January 1992
- RFA11** Aid and Development Policy in the 1990s by Arjun Sengupta, February 1993
- RFA12** The Potential of Development Contracts and Conditionality: Towards Sustainable Development Compacts by Lal Jayawardena, February 1993 *out of print*
- RFA13** Gender and the Development Process in a Changing Global Environment. Results of the UNU/WIDER Research Programme on Women and Development by Valentine M. Moghadam, July 1993
- RFA14** The New Regionalism: Implications for Global Development and International Security by Björn Hettne and András Inotai, February 1994
- RFA15** Economic Reform and Its Interpretations in Russia by Ruben N. Yevstigneyev and Arkady M. Voinov, May 1994
- RFA16** Structural Adjustment in Africa. A Performance Review of World Bank Policies under Uncertainty in Commodity Price Trends: The Case of Ghana by Tetteh A. Kofi, June 1994 *out of print*
- RFA17** Russian Transition - Chinese Reforms: A Comparative View by András Blahó, June 1994 *out of print*

- RFA18** Internationalization of Finnish Firms and their Response to Global Challenges by Reijo Luostarinen, December 1994
- RFA19** Impacts of Africa's Growing Debt on its Growth by Siddig A. Salih, December 1994
- RFA20** Trends in International Cooperation and Net Resource Transfers to Developing Countries by Krishnalekha Sood, January 1995
- RFA21** Habitat II and the Urban Economy: A Review of Recent Developments and Literature by Pii Elina Berghäll, April 1995
- RFA22** Restructuring of Peripheral Villages in Northwestern Russia by Eira Varis, February 1996
- RFA23** The Urban Challenge by Reino Hjerppe and Pii Elina Berghäll, March 1996
- RFA24** Development, Aid and Conflict: Reflections from the Case of Rwanda by Peter Uvin, September 1996
- RFA24** Développement, aide, et conflit: Réflexions à partir du cas du Rwanda par Peter Uvin, mai 1997
- RFA25** The Age of Humanitarian Emergencies by Raimo Väyrynen, September 1996
- RFA26** Welfare Changes in China during the Economic Reforms by Lu Aiguo, September 1996
- RFA27** The Banking System and Monetary Aggregates Following Financial Sector Reforms: Lessons from Indonesia by Anwar Nasution, September 1996
- RFA28** Dealing with Capital Inflows: Are There Any Lessons? by Carmen M. Reinhart and Steven Dunaway, September 1996
- RFA29** A Russian Puzzle: What Makes the Russian Economic Transformation a Special Case by Vladimir Popov, September 1996
- RFA30** Tree Plantations in the Philippines and Thailand: Economic, Social and Environmental Evaluation by Anssi Niskanen and Olli Saastamoinen, October 1996
- RFA31** Why Humanitarian Emergencies Occur: Insights from the Interface of State, Democracy and Civil Society by Claude Ake, January 1997
- RFA32** Zaire after Mobutu: A Case of a Humanitarian Emergency by Kisangani N. F. Emizet, February 1997
- RFA33** The Polish Alternative: Old Myths, Hard Facts and New Strategies in the Successful Transformation of the Polish Economy by Grzegorz W. Kolodko and D. Mario Nuti, March 1997
- RFA34** Food Marketing Reconsidered: An Assessment of the Liberalization of Food Marketing in Sub-Saharan Africa by Pekka Seppälä, April 1997

RFA35 The Liberalization of Foreign Exchange Markets and Economic Growth in Sub-Saharan Africa by Nguyuru H. I. Lipumba, May 1997

RFA36 Political Sources of Humanitarian Emergencies by K. J. Holsti, May 1997

For price and order information, please contact the address given below.

UNU/WIDER Publications
Katajanokanlaituri 6 B
00160 Helsinki, Finland

Telephone (+358-9) 6159911
Facsimile (+358-9) 61599333
Telex 123455 unuei fi
E-mail wider@wider.unu.edu